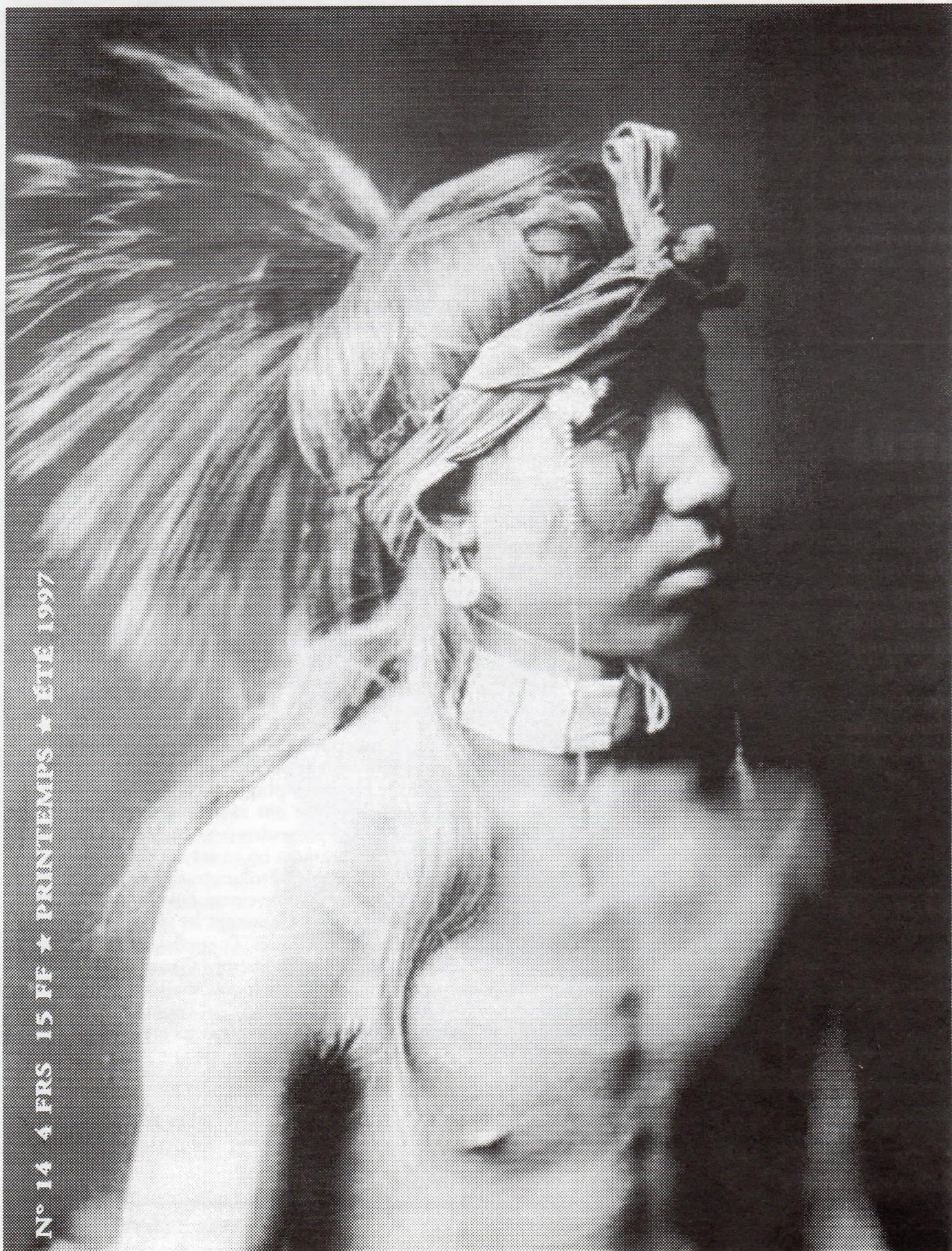


L'AFFRANCHI

Périodique des AmisEs

de l'Association Internationale des Travailleurs



N° 14 4 FRS 15 FF ★ PRINTEMPS ★ ÉTÉ 1997

éditorial

Depuis quelques semaines nous assistons à un curieux spectacle. Avec l'affaire des fonds en déshérence, c'est un sombre passé qui refait surface. Des problèmes jamais réglés deviennent d'une actualité brûlante avec 50 ans de retard ! La Suisse de l'imaginaire « populaire », indépendante et neutre, défendant vaillamment ses frontières derrière son bon général Guisan va-t-elle laisser la place à une Suisse historiquement correcte, refoulant les réfugiés juifs, engrangeant l'or nazi et fournissant en armes le troisième Reich ? Va-t-on tuer le mythe grâce à une vérité enfin officiellement établie ? Beaucoup, plongés dans la poussière des archives, l'espèrent sans doute. Nous n'aimerions pas les décevoir.

Pourtant, si les Suisses des années 40 ont accepté ce qui se passait sous leurs yeux — on savait... en tout cas on pouvait savoir — pourquoi se révolteraient-ils de l'apprendre aujourd'hui ? Combien protestent contre les fortunes des dictateurs et autres mafieux qui s'accumulent dans les banques suisses ? Combien défendent les réfugiés actuels ?

Les Suisses, peuple généreux, secourable... cette image d'Épinal que le Conseil fédéral veut revivifier avec son fameux fonds de sept milliards est depuis toujours la jolie face de la médaille... un autre mythe... Le scrutin sur cette « Fondation de la solidarité » est programmé pour 1998. Voici qui nous prépare un passionnant

débat sur l'honneur perdu de la Patrie. D'un côté des ratés, des grincheux, des paumés, des démagogues criant qu'on n'en fait trop pour les étrangers, pour les juifs... De l'autre, les dames patronnesses et autres apôtres de la bonne conscience défendant la politique de notre généreux gouvernement. Est-ce un hasard si le « communicateur » chargé de nous convaincre est le même que celui qui nous a vendu les FA-18 ? Sombre spectacle en perspective.

Culpabilité collective, générosité collective, identité collective, on est tous dans le même bateau, il faut rétablir la crédibilité de la place financière helvétique, il faut repeindre la façade et continuer nos petites affaires. « Il fallait bien vivre », comme disait ce témoin racontant que dans son usine jurassienne, il fabriquait des armes pour le Reich « avec des experts allemands pour pas qu'il y ait de sabotage » hésitant, encore aujourd'hui, à donner le nom de l'entreprise concernée.

Beaucoup de gens dans ce pays longtemps préservé, partagent le sentiment de vivre dans une citadelle assiégée dont l'opulence — bien mal partagée, faut-il le rappeler ? — repose sur de douteux commerces, notamment financiers. Longtemps on leur a garanti la paix, le travail et plus tard la voiture et la TV... Ils ont fermé leur gueule. D'autres, plus ou moins privés de leur part de gâteau, accumulent les rancœurs et sont une proie facile pour quelques riches « patriotes » aux dents longues.

Des résistants suisses, il y en eut pendant la guerre. On les trouvait notamment dans les rangs de celles et ceux qui rejettent la logique capitaliste et le compromis social. On les oublie. L'histoire est souvent oubliée. Dans cet Affranchi, trois articles se penchent sur des chapitres peu connus du passé. Il est important d'établir les faits, de rappeler des événements qui dérangent certains. Cela dit, l'optique que l'on choisit, les questions que l'on pose ont aussi leur importance. Pour nous, il ne s'agit pas seulement de savoir, il faudra aussi comprendre comment on en est arrivé là.

Comment guerres et révolutions trahies sont-elles parvenues à écraser le mouvement ouvrier prometteur du début de ce siècle ? Comment les logiques nationales, impérialistes, totalitaires l'ont-elles emporté sur la volonté d'égalité et de liberté ? Certes, l'histoire ne se reproduit jamais à l'identique, mais si l'on parvient à identifier les mécanismes de l'oppression on peut essayer d'éviter de tomber dans les mêmes pièges.

Les amiEs de l'A.I.T.

L'AFFRANCHI
PÉRIODIQUE DES AMI·ES DE L'ASSOCIATION
INTERNATIONALE TRAVAILLEURS

EDITEUR RESPONSABLE ANDRÉ BÖSIGER

Pour toute correspondance

REFLEXIONS SOCIALES CASE POSTALE 172
CH - 1000 LAUSANNE 6 - OUCHY - SUISSE

ABONNEMENT : 5 NUMÉROS 20 FRs (80FF)

**VERSEMENT : ASSOCIATION RÉFLEXIONS SOCIALES
CCP 10-5082-6 LAUSANNE**

A propos du congrès de l'AIT

L'Association internationale des travailleurs (AIT) a tenu en décembre dernier, à Madrid, son XXe congrès. Les congrès de l'AIT ont lieu tous les quatre ans et sont l'occasion de débattre des orientations de l'anarcho-syndicalisme, de mieux se connaître, de partager des expériences, d'élaborer des orientations et des projets communs. Ce dernier congrès a décidé, par exemple, d'intégrer la lutte contre les discriminations sexuelles aux principes du syndicalisme révolutionnaire et d'inclure la dimension écologique aussi bien aux finalités qui sont les nôtres, qu'à nos combats quotidiens.

De nouvelles sections ont intégré notre Internationale. Il s'agit de la BKT bulgare, du CRAS de la CEI (présent en Ukraine, en Biélorussie et en Russie), de la ASF tchèque, de Solidaridad Obrera du Chili, de Organise ! d'Irlande, de la Awareness League du Nigéria et de la ASAUL portugaise. Deux nouveaux groupes «Amis de l'AIT» se sont constitués en Colombie et au Canada. D'autre part, les groupes issus des scissions de la CNT française (Vignoles) et de la USI italienne (Rome) ont été exclus. Cette dernière

décision est importante à nos yeux, elle est porteuse d'un message fort : il n'est plus acceptable désormais, au sein de notre internationale, de préconiser une stratégie basée sur la participation aux institutions de médiation mises en place par le système (comités d'entreprises, élections syndicales...). Cela mérite quelques commentaires.

Nous étions confrontés à un problème qui s'est déjà présenté il y a quelques années en Espagne où, entre 1979 et 1982, la CNT a aussi connu un phénomène scissionniste. L'organisation qui en est issue : la CGT espagnole, poursuit maintenant, sans trop de succès il est vrai, une activité syndicale qui n'a plus rien de révolutionnaire, allant jusqu'à organiser en

son sein des syndicats de policiers... Avec le recul on est frappé de constater que les scissions de nos trois sections les plus importantes se sont produites selon un schéma qui est toujours le même. Nous reprenons ici la description qu'en a faite notre compagnon Paco Cabello : tout d'abord le secteur qui veut imposer la voie réformiste est minoritaire et ne parvient pas à imposer ses idées. Ce secteur accuse ceux qui maintiennent la ligne majoritaire de dogmatisme, d'anarchisme, d'anti-syndicalisme... et trouve un prétexte pour provoquer la scission. Ensuite, il convoque rapidement un congrès. Il se présente alors comme le véritable représentant de l'organisation qu'il vient de casser, en usurpe le nom, le langage, l'iconographie... et commence son évolution réformiste avec l'appui de «bons amis» qui lui procurent de l'argent, des relations dans les médias!

A quoi peut-on attribuer ce scénario récurrent ? Faut-il craindre qu'il se reproduise systématiquement là où l'anarcho-syndicalisme parvient à se développer. Faut-il voir dans ces événements un «complot» savamment orchestré ou un problème constitutif de notre identité ?

Commençons par cette seconde hypothèse. On peut se demander, en effet, s'il est possible d'être à la fois syndicaliste et révolutionnaire. Les deux exigences paraissent contradictoires. Comment peut-on se battre dans le cadre du système pour améliorer les conditions de vie des exploités, c'est-à-dire rendre l'exploitation plus supportable, et remettre en cause globalement ce même système ? De nombreux exemples historiques



SOUSCRIPTION PERMANENTE

C. G.	TI	30.-
A. S.	GE	30.-
P. G.	France	70FF
F. R.	France	120FF
G. F.	GE	20.-
E. P.	GE	20.-
J.-J. M.	GE	10.-
A. B.	GE	100.-
E. T.	France	500FF
A.-M. C.	TI	20.-
B. R.	TI	20.-
A. C.	TI	50.-
M. F.	VD	30.-
J.-L. P.	France	100FF

Affranchi n°14, liste n°10

montrent que non seulement le syndicalisme a permis l'aménagement du système capitaliste, mais qu'il a aussi offert des possibilités de promotion, de réussite individuelle, à un certain nombre de militants... A différentes époques, les travailleurs se sont contentés des améliorations des conditions de travail obtenues par les syndicats et n'ont pas développé de mouvement anti-capitaliste.

Cela dit, le syndicalisme réformiste et intégrateur a aujourd'hui un problème, il ne semble plus avoir beaucoup de blé à moudre. Des luttes corporatistes peuvent toujours se produire dans certains secteurs, mais la précarité gagne du terrain un peu partout. La remise en cause globale d'un système qui n'est plus en mesure d'absorber le chômage... paraît aujourd'hui moins farfelue qu'à d'autres époques.

Si nous étions certains que chaque fois que nos organisations se développent, elles deviennent réformistes et s'intègrent au système, nous ne serions pas anarcho-syndicalistes. Nous restons convaincus que les luttes collectives constituent le meilleur vivier de résistance à l'oppression. Comme le disait Emile Pouget «les victoires transitoires, sont un réconfort pour des besoins plus décisives». La capacité d'avoir prise sur son destin en gagnant une lutte peut rendre sa dignité à l'homme et à la femme qui y participent, peut inoculer l'espoir...

Certes, par sa double nature, notre mouvement tend à osciller entre «pragmatisme» et «dogmatisme». Il n'est pas toujours facile de concilier une idéologie, un projet de société, avec les luttes contre l'exploitation. Sur ce thème, il reste un important travail de réflexion à faire en comparant, là où des similitudes existent, les expériences réalisées dans différents pays. En tout état de cause, il faut une bonne dose de volontarisme pour garder le cap. Nos principes d'auto-organisation, de fédéralis-

me, de respect des mandats... constituent des garde-fous qu'on aurait tort de sous-estimer.

Venons-en à l'hypothèse du «complot». Nous ne faisons pas partie de ceux qui pensent que les «maîtres du monde» ont l'œil rivé sur tous les mouvements anti-capitalistes et que chaque fois que l'une de nos organisations se développe, ils utilisent les grands moyens pour la dévier de sa route. Cela dit, la police politique existe, comme les services secrets. Quelques provocateurs bien placés peuvent faire



beaucoup de mal. Mieux vaut prévenir que guérir dit la vox populi. Peut-être que dans certains ministères on connaît ce dicton.

Nous devrions aussi être attentifs aux avant-gardes et autres «sectes» politiques qui sont à l'affût des mouvements qui se développent pour y faire de l'entrisme... Il est inutile d'être paranoïaque et de commencer une chasse aux sorcières dans nos rangs. Il est normal que de plus en plus de gens issus d'autres courants politiques, qui se trouvent aujourd'hui dans l'impasse, soient attirés par nos organisations. Mais ces militants doivent savoir où ils viennent et respecter nos principes. Le développement à

n'importe quel prix, les portes ouvertes à tout vent, préparent à bien des déboires.

Il reste le problème du mouvement libertaire. Nous sommes convaincus que quelques-uns de ses segments sont bien peu favorable au renforcement de notre courant. Notre développement irrévérant et pas toujours esthétique (certains disent «populiste») dérange sans doute le confort intellectuel de ceux qui croient pouvoir faire de l'anarchisme leur chasse gardée. L'encouragement systématique donné aux scissions de notre internationale par certaines «personnalités» ou certains groupes est à ce titre éclairant.

Parent pauvre du mouvement libertaire, l'anarcho-syndicalisme, l'anarchisme social, est pourtant l'une des seules de ses branches qui ait porté des fruits. A différentes époques, il a su déjouer aussi bien le piège de l'enfermement puriste dans une tour d'ivoire, que celui l'activisme débridé et inconséquent. Théories et pratiques, incidence sur le présent et réflexions globales sont du ressort de chacun-e et doivent avancer ensemble. Nous n'acceptons aucune tutelle. Nos guides sont nos principes d'auto-organisation, d'indépendance vis-à-vis de l'Etat... tout comme notre objectif d'une société communiste libertaire.

Une organisation comme l'AIT n'a de sens que si elle est utile aux éléments qui la composent. Nous souhaitons donc que le secrétariat, dont la section espagnole à la charge, rassemble et synthétise les informations qu'il reçoit, pour que nous puissions mieux nous connaître et nous comprendre à l'avenir... Cela dit, notre internationale sera surtout ce que sauront faire et penser ses différentes sections et «groupes amis».

¹ CNT n°219, février 1997.

Russie

Comment peut-on vivre avec un salaire qui ne permet que d'acheter du pain et qui n'est pas versé depuis plusieurs mois ? Cette question de plus en plus de gens se la posent en Russie... Parmi les grèves et protestations qui se multiplient, les militant-e-s de la Confédération des anarcho-sindicalistes révolutionnaires (CRAS) nous informent de l'ampleur de l'action des professeurs de toute la Russie, en janvier dernier, pour défendre le système d'éducation publique. Entre le 13 et le 17 janvier, 161'000 personnes ont fait grève sur les 511'000 enseignant-e-s qui ont participé aux différentes manifestations. Le 17 janvier un grand meeting a eu lieu à Moscou devant la «Maison Blanche», le siège du gouvernement. Les enseignant-e-s demandaient notamment le paiement des salaires en retard, certains n'étant plus payés depuis neuf mois ! Voici le texte du tract du CRAS aux professeurs en lutte, distribué à cette occasion :

Collègues,

Nous appuyons votre grève et vos justes revendications. Parmi les millions de travailleurs qui ne reçoivent plus leur salaire depuis des mois, vous faite partie de ceux qui ont la force et l'audace de lutter. Nous sommes contents aussi que vous ayez tiré les leçons du passé : vous ne limitez pas votre action à une grève symbolique (et inutile) d'un jour et vous avez compris la nécessité de mener des actions communes avec les autres employés en lutte (les médecins, les mineurs). Nous vous souhaitons de tenir et de vaincre. Nous ne voulons pas nous mettre à la tête du mouvement, mais seulement vous donner quelques conseils, basés sur une expérience internationale. A vous de décider de les utiliser ou non. Nous serions

très contents si ces conseils vous aident à gagner cette lutte.

— La grève d'une semaine est mieux que celle d'un jour, mais elle peut aussi être insuffisante, il vaut mieux envisager la possibilité d'une grève illimitée pour obliger l'adversaire à céder.

— Pour faire cesser le mouvement, les autorités peuvent monter les autres travailleurs, les consommateurs... contre les grévistes. Dans votre cas, ce seraient les parents d'élèves. Il faudrait les contacter avant que les autorités ne le fassent. La plupart d'entre-eux sont des travailleurs qui peut-être ne touchent pas non plus leurs salaires depuis des mois. Ils comprendrons que vous cessiez le travail... Peut-être que certains d'entre-eux vous aideront en organisant des piquets de grève.

— Parfois les mineurs n'ont pas seulement cessé le travail, mais ils ont utilisé des méthodes plus radicales : le barrage des rues, des chemins de fer, des autoroutes. Une fois, un premier ministre russe a cyniquement dit des savants : «Ce ne sont pas les mineurs, qu'est-ce qu'ils peuvent faire ? Bloquent-ils les rues ? Évidemment, c'est encore l'une des seules choses dont les autorités aient peur.

Enfin, soyez vigilants ! Ne faites pas trop confiance au fonctionnaires payés de vos syndicats. Ces «partenaires sociaux» n'occupent leur place que parce qu'ils se sont mis à la tête des grèves et qu'ils les ont entravées en négociant dans votre dos. Ce sont eux qui ont fait échouer la grève des professeurs de la région de Moscou au printemps 1995... Il vaut mieux créer des comités de grève contrôlés par vous, des groupes syndicaux indépendants, etc. Mettez-vous en directement en contact avec les autres catégories de travailleurs, sans passer par les chefs syndicaux. Ne faites pas confiance à ceux qui viendraient vous proposer de voter en faveur de leur parti, en vous promettant de tout faire pour vous

après les élections. Chassez-les, qu'ils se nomment «communistes», «démocrates», «patriotes» ou «oppositionnels». A l'automne 1995, les professeurs de la région de Moscou ont cru aux promesses de «l'opposition» et ont ajourné une grève en préférant préparer les élections, mais ils n'ont rien obtenu après le scrutin. Retenez bien, le pouvoir n'a peur que d'une chose : votre action directe. La seule défense des travailleurs eux-mêmes.



Nice

Grève de la faim aux PTT

A fin février, nous avons appris par des militants de la CNT des PTT que quelques travailleurs du centre de tri de Nice étaient en grève de la faim depuis plus de quinze jours. Ce mouvement s'est engagé suite à une décision arbitraire de l'administration mutant 27 agents hors du centre, et après l'échec d'une grève illimitée qui n'a duré que 24 heures. Les syndicats présents sur le site semble divisés et ne font guère de publicité à cette action.

Mouvance libertaire au Québec

Par Max Cholera

L'article qui suit a pour but de présenter au lecteur ce qu'on pourrait définir comme étant la mouvance libertaire actuelle au Québec. Mouvance et non pas mouvement, car, on le constatera par la suite, il n'existe ni réelle organisation, ni «unité autour d'une idéologie».

Ce texte est un instantané, et pêche donc par les défauts inhérents à ce type de démarche: autant le «point de vue» que la «prise de vue» sont personnels, subjectifs et partiels. Ce n'est en aucun cas une tentative de description exhaustive, ni historique, ni... L'auteur a rencontré les membres du collectif EDAM (Éditions et Diffusion de l'Aide Mutuelle, voir plus bas), Mario, Pierre et Sylvain, qui s'inscrivent explicitement dans l'idéologie libertaire et anarchiste, et c'est d'un échange à bâtons rompus qu'est issu le texte qui suit.

Pour essayer de comprendre...

Dresser un historique de la mouvance libertaire au Québec est tâche ardue, voire impossible, aux dires du collectif EDAM. En effet, il n'y a ni mémoire, ni tradition, ni transfert de connaissance. Tout au plus situe-t-on approximativement la naissance du mouvement aux années 1920, date de la création du Parti Communiste québécois, à laquelle des anarchistes auraient participé. On parle également d'immigrés de l'Europe de l'Est, qui, dans les mêmes années, auraient apporté avec eux les idées anarchistes. Sous le règne de Duplessis, Premier Ministre conservateur du Québec dans les années 1944 à 1959, période que

l'on qualifie au Québec de «grande noirceur¹», voit le jour un groupement appelé «Société humaniste» dont les idées seraient proches du mouvement libertaire. Les membres du collectif EDAM n'ont pas connaissance d'une organisation ou d'un groupe de gens dont l'activité aurait duré depuis le début du siècle environ, et donc assuré la transmission d'un héritage et la continuité. C'est «un militantisme à épisode, comme si à un moment donné, les gens ferment leurs livres et cessent d'être actifs». Aucune personne, aucun lieu, aucune «institution» ne semblent être chargés de la mémoire du mouvement libertaire au Québec. Aucune publication à ce sujet n'existe.

Ces faits n'empêchent pas, bien au contraire, le mouvement libertaire d'avoir été ou d'être actif et présent durant des périodes déterminées, plus ou moins longues. Ainsi, par exemple, lors des années 1976 à 1988 est paru à Québec un bulletin libertaire intitulé *Le Q-Lotté*², publié par un collectif. Actuellement, nombre de groupes et publications existent dans la Belle Province. Les membres du collectif EDAM estiment à environ 200 à 300 le nombre de



personnes qui se réclament explicitement de l'anarchisme. Ces chiffres sont néanmoins à prendre prudemment en compte: l'inexistence qu'une quelconque organisation rend toute estimation aléatoire. Il faut plutôt parler ici d'ordre de grandeur.

...une situation très «éclatée»...

Les membres du collectif EDAM considèrent également que la situation actuelle au Québec, en

plus de manquer d'organisation, se trouve dans un certain «flou». En effet, il y a des groupes qui ont un mode de fonctionnement interne typiquement anarchiste, mais ne se réclament pas explicitement de l'anarchisme. D'autres groupes se collent l'étiquette anarchiste, mais ratissent large et comprennent des militants et sympathisants peu libertaires. D'autres groupes encore ont des «sections» dans différentes villes: le degré d'appartenance aux idées libertaires varie selon les «sections». Jusqu'à aujourd'hui, il n'y a pas eu de tentative de fédération réussie.

En résumé, le Québec se trouve compter actuellement une mouvance anarchiste relativement importante, mais floue, non-organisée, disparate et éclatée. Doit-on rechercher la cause de cela dans l'absence de tradition et de mémoire? Cette hypothèse, bien que fort probable, reste à démontrer. On pourrait également en voir une cause dans les origines bien diverses des divers groupes: les plus «jeunes» sont en majorité issus de la «scène punk», d'autres ont une filiation relativement directe avec les groupes des années 60 et 70, et on pourrait qualifier d'autres encore d'«écologistes libertaires» ou d'environnementalistes.

Il existe de plus un fossé important, que l'on peut comparer à notre Röstigraben, entre les sociétés francophones et anglophones au Québec. Montréal compte environ 20% d'anglophones et 80% de francophones. Les anarchistes n'échappent pas au clivage, et, bien que présents dans une même ville, les différents groupes n'ont que très peu de contacts. Ce fait paraît étonnant de la part d'anarchistes, qui, du fait de leurs idées, devraient éviter un clivage «culturel», linguistique. Les membres du collectif EDAM

pensent quant à eux que l'origine de ce fossé est plutôt à chercher dans le fait que les libertaires francophones sont «traditionnellement» tournés vers l'Europe, tandis que les anglophones subissent les influences des libertaires américains. Comme il n'existe que très peu de traduction de textes, qu'ils soient français ou anglais, les milieux restent relativement imperméables. Il est fort probable que tant le fossé de la langue que celui des influences jouent un rôle important dans cette non-communication.

...mais néanmoins riche et vivante

Ce qui étonne de prime abord au Québec, c'est le nombre de publications et de maisons d'éditions de sensibilité libertaire ou publiant des textes libertaires, pour un «pays» qui compte 7 millions d'habitants (l'équivalent de la Suisse).



Démanarchie (qui tire à environ 1000 exemplaires), *Rebelles* (bimensuel, existant depuis sept ans, comptant 200 abonnés, vendu régulièrement en kiosque et tiré à 2500 exemplaires), *Temps Fou* (qui a fusionné avec le très libertaire *Hors d'ordre*), *Hé.. Basta !*, *La Force* constituent le panorama des publications francophones. Du côté des maisons d'édition, quatre publient régulièrement des textes anarchistes tant en anglais qu'en français. Il faut ajouter à cela le RAQ, Réseau Anarchiste Québécois, site Internet, qui vient de fusionner avec des libertaires suisses pour créer les CAS, Communautés

Anarchistes Solidaires. Nous avons à n'en pas douter au Québec un «milieu» anarchiste et libertaire présent, actif et fécond. Ce qui vient immédiatement à l'esprit, c'est qu'une tentative de rapprochement et d'organisation de cette mouvance à l'échelle de la province porte l'espoir de beaux fruits. Mais il semble malheureusement que ce projet ne soit pas encore à l'ordre du jour.

EDAM, un travail acharné qui commence à porter ses fruits

EDAM, maison d'édition créée en 1993, est née de la nécessité de publier et de diffuser la pensée libertaire au Québec, face à la (presque) totale indisponibilité de certains textes importants. On trouve actuellement au catalogue d'EDAM des réimpressions de textes autrefois publiés en Europe, mais épuisés, des textes originaux, ainsi que des importations de maisons d'édition européennes. Le collectif regroupe trois personnes, dont deux assurent l'essentiel des tâches, qui vont de la correction d'épreuves à la vente militante en passant par le montage, l'infographie, etc. Le travail du collectif au sein d'EDAM s'insère

dans la vie quotidienne des membres, en plus de leur travail: EDAM n'a pas d'«employés», ni n'est bénéficiaire. Il s'agit là de la plus grande difficulté du collectif: assumer autant de tâches en étant si peu. Mais il n'empêche que le travail de fourmi, fourni depuis trois ans, commence à porter ses fruits: sept librairies proposent des titres d'EDAM. Mais c'est la vente militante qui rapporte le gros des sommes, sans pour autant rendre le travail d'EDAM bénéficiaire. Projets d'avenir: pour faciliter la diffusion au Québec, EDAM se lance actuellement dans la création d'un catalogue de vente par corres-

pondance, ainsi que dans l'achat par abonnement. Une collaboration active avec un collectif suisse se dessine également, dans le but de diffuser les éditions originales d'EDAM en Europe (les lecteurs de *L'Affranchi* en seront bien évidemment avertis) et de raffermir les liens avec les maisons d'édition européennes. De plus, au catalogue sont prévus des retraductions (*Sociobiologie* ou *écologie sociale* de Murray Bookchin, par exemple), des textes de Noam Chomsky, de Malatesta, de Kropotkine et éventuellement de Bakounine. EDAM cherche également à publier des textes d'origine non-anarchiste non-publiés, mais importants dans le sens qu'ils sont des ouvrages de réflexion aidant à comprendre des problèmes importants. Le collectif EDAM pense en particulier à un texte américain sur la privatisation et ses effets.

Au moment de dresser un bilan rapide, Mario, Pierre et Sylvain conviennent en riant que leurs brochures «se vendent plutôt bien, mais que ça se justifie d'un point de vue militant, pas économique».

RAQ, Réseau Anarchiste Québécois

Les libertaires qui «surfent sur le net» de temps à autre connaissent sans doute ce site, qui propose au visiteur des nouvelles, des débats, des liens avec d'autres sites anarchistes et bien d'autres informations. A titre d'anecdote, il n'est pas inintéressant de souligner que c'est grâce à ce site qu'a eu lieu la rencontre physique entre l'auteur de ces lignes et le collectif EDAM. Le RAQ est en effet la créature de Pierre, qui s'en est servi tout d'abord comme page expérimentale au moment où il devait acquérir des connaissances informatiques en langage HTML³ dans le cadre de son travail dans une entreprise de services Internet. Mais, très rapidement, de feuille d'exercice, le RAQ s'est mué en une véritable tentative de rassembler les diffé-

rents groupes québécois, de leur offrir un site spécifique, dans lequel ils auraient la possibilité de s'exprimer, voire même de parvenir à un embryon d'organisation. Mais Pierre souligne que dès le début du RAQ, il n'a jamais versé dans l'hystérie pantouflarde qui nimbe actuellement Internet: «C'est un média qui est à considérer comme les autres, rien de plus». Très paradoxalement, la tentative québécoise échoue partiellement (certains groupes n'ont même jamais répondu à la lettre que Pierre leur a envoyée), tandis que les contacts internationaux se développent de manière inattendue. Étant la création d'une seule personne, le site se révèle à la longue assez lourd à gérer, d'autant qu'une mise à jour quotidienne est effectuée. Le travail quotidien, ainsi que la passivité du «public» ont incité Pierre à pousser récemment un «coup de gueule» sur son site, exhortant les visiteurs à se manifester, et à agir ou à réagir en envoyant textes, prises de positions et autres commentaires. C'est à ce jour le seul réel «débat» qui ait eu lieu sur le site. Pierre constate avec intérêt que bien des participants à ce débat ne sont pas anarchistes ou ne se définissent pas comme tels, et ont une représentation plus ou moins erronée de l'anarchisme. C'est là l'intérêt du site, plus enclin peut-être à s'adresser à des non-anarchistes et à répandre les idées libertaires que les parutions «traditionnelles» sur papier. «Mais la présence sur Internet, ce n'est pas vital: c'est la cerise sur le gâteau», ajoute Pierre. On peut se demander pourquoi la tentative n'a pas de résonance au

niveau québécois. La réponse est sans doute à chercher du côté d'une certaine réticence des libertaires à ce nouveau média encensé actuellement de toutes parts, ainsi que du côté économique: quoiqu'en disent la publicité tonitruante et le vacarme médiatique, s'équiper pour Internet en matériel, logiciels et lignes reste coûteux. Internet n'est de loin pas un média démocratique et accessible à tous, et les libertaires québécois ont peut-être des priorités plus importantes.

Le RAQ est mort, vivent les CAS !

Comme il l'a été évoqué plus haut, la rencontre physique entre des libertaires suisses et québécois va enfanter des projets que l'on espère féconds. Ainsi, les produits d'EDAM vont être disponibles en Suisse et en Europe au mois de septembre. De même, le RAQ, obligé de s'éclipser du cyberspace suite à la disparition de son fournisseur Internet, va renaître de ses cendres sous le nom de *Communautés Anarchistes Solidaires*⁴, site qui sera lui le fruit d'une collaboration entre suisses et québécois.

En conclusion de ce bref article, il nous paraît extrêmement important de souligner combien les rencontres de personne à personne peuvent se révéler féconde. Ainsi, d'un site Internet, d'une publication, on ne peut espérer que répandre des idées, au mieux. Des rencontres et des contacts physiques naissent les idées et les réalisations concrètes. C'est à cette jaugelà que doit être considéré le

«militantisme virtuel» du «village global» Internet: jamais il ne remplacera la discussion autour d'un verre avec les copains, les réunions et les assemblées, ainsi que les réalisations consécutives.

Le manque d'organisation des libertaires québécois est peut être aussi dû à une donnée géographique qui expliquerait la difficulté des contacts, et qui nous fait terminer sur une note anecdotique: le Québec est... 37 fois plus grand que la Suisse pour une même population, et la grande région métropolitaine de Montréal (3 millions d'habitants) fait la même superficie que la Suisse !

¹ Maurice Le Noblet Duplessis dirige durant cette période le Québec d'une main de fer en s'appuyant sur les valeurs traditionnelles des conservateurs, religion, famille, agriculture, et mène une «chasse aux sorcières» (conjointement à Truman aux États-Unis) contre les communistes, les artistes et «cette engeance de syndicalistes». A sa mort débute ce qu'on appelle au Québec la «révolution tranquille» qui, durant les années soixante, amènera entr'autre l'Église à se désengager de la vie politique. Voir à ce sujet TETU DE LABSADE (Françoise), *Le Québec, un pays, une culture*, Éditions Boréal, 1990

² Le lecteur intéressé peut se procurer *La pensée en liberté*, collectif, Éditions Écosociété, Montréal, 1996, qui est un recueil des meilleurs textes du Q-Lotté

³ Type de langage informatique spécifique à Internet

⁴ Adresse du CAS : <http://www.tao.ca/~cas/>



Ecole Primaire au Québec

«Si l'école est une préparation à la vie sociale, c'est qu'elle donne les mêmes encouragements à la fraude, aux faux semblants, au conformisme, à la bassesse; le bon élève ne peut être rien d'autre que le prototype du lâche besogneux et du larbin compétitif.»¹ Jérôme Deshusses

Par Max Cholera

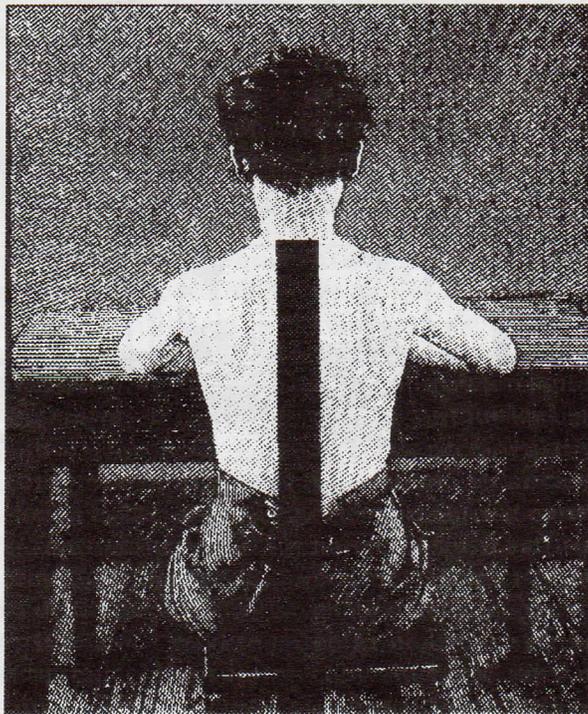
L'auteur, suisse, enseigne actuellement au Québec.

Pour les libertaires, l'éducation des plus jeunes et la formation des adolescents est un objet de préoccupation. Quelques-uns ont d'ailleurs écrit à ce sujet, voire même mis en pratique des écoles libertaires. Nous rappellerons pour mémoire les noms de Paul Robin, Sébastien Faure, Francisco Ferrer, et plus près de nous, Jean-Marc Raynaud et les copains de l'école libertaire Bonaventure.

Mythique égalité des chances

La citation de Jérôme Deshusses en exergue ne peut exprimer mieux le malaise que ressentent les libertaires face à ce que l'on appelle selon les pays l'école publique, l'école laïque ou encore l'école républicaine. En effet, la finalité de ce nous appellerons dans la suite du texte l'école publique est d'insérer les futurs adultes dans une société préexistante (avec laquelle nous, libertaires, sommes en profond désaccord), en se basant sur certaines valeurs sociales, et en s'appuyant sur certaines idées. Parmi celles-ci, nous retiendrons un «dogme fondateur» qui est de donner à tous les mêmes chances de se faire une place dans la société, l'égalité des chances. Or, nous constatons qu'en Suisse en particulier, à l'école primaire, «20% [des élèves] sont issus de familles de catégories sociales supérieures [...] contre 20% de familles d'ouvriers quali-

fiés et 15% de non qualifiés. A l'Université, les proportions passent à 50, 7 et 5% respectivement²». Il n'est pas interdit de penser que l'on trouvera des proportions équivalentes dans les autres pays industrialisés. A la lumière de ces chiffres, l'égalité des chances, du statut de dogme, passe à celui de mythe. L'école publique n'est donc pas une école qui émancipe, en dépit des budgets importants (bien qu'ils soient sévèrement grignotés actuellement) que les États y consacrent. Une brève analyse de ces faits montre que l'école publique a surtout pour mission de perpétuer les classes sociales dans leurs proportions, ce



qui n'étonnera en rien les libertaires. Rappelons que les codes culturels et valeurs véhiculés par l'école sont ceux des classes aisées, de l'élite (normes de langage, littérature, culture globale). Les enfants issus de classes sociales favorisées se retrouveront dans un environnement plus familier, et donc plus facile à assimiler que leurs camarades d'origine sociale défavorisée. De plus, la presque totalité des enseignantEs de l'école primaire est maintenant ou va prochainement être formée à l'Université. Ce qui peut être un gage de qualité de formation peut également effrayer: 12 % des étudiants universitaires seulement sont d'origine sociale modeste. Ceci signifie que la majeure partie des enseignantEs seront issus des classes favorisées. De penser qu'ils continueront à fonctionner selon leurs propres codes culturels et valeurs sociales et donc à perpétuer l'inégalitarisme de l'école publique est un pas que nous franchissons allègrement.

De plus, que nous importerait à nous autres libertaires une école qui offrirait à chacun les mêmes chances ? Il s'agit en fait ici des mêmes chances offertes à chacun d'accéder à une classe sociale supérieure, donc à chaque fils d'ouvrier de faire partie de l'élite, dans une société inchangée. Le concept d'égalité des chances, en plus d'être inexistant, se révèle être une mystification.

Tordons le cou à «l'illusionnisme pédagogique»

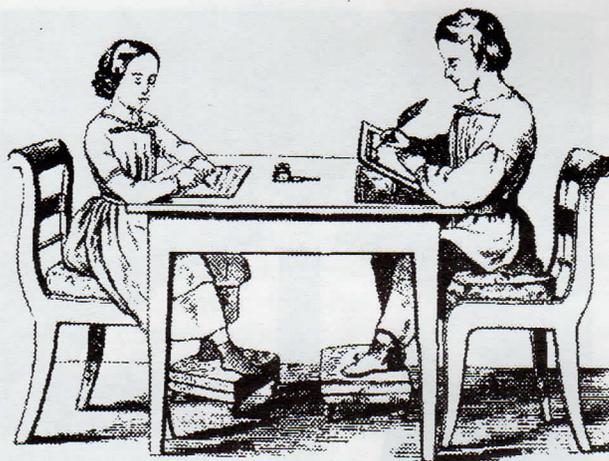
Dans un monde en changement, l'école publique ne reste pas figée. Il est très fréquent d'entendre ou de lire actuellement que l'école doit s'adapter au monde qui l'entoure, comme si elle ne l'avait jamais fait. Depuis une trentaine d'années, méthodes et contenus d'enseignement ont donc été à maintes reprises

observés et modifiés, ceci toujours sous l'ombre du mythe de l'égalité des chances: chaque réforme a pour but avoué de la favoriser. Pour ce faire, nombre de pédagogues, psychologues et psychopédagogues ont accouché de méthodes et d'expérimentations d'enseignement dont certaines portent une étiquette à couleur libertaire: nous citerons bien sûr Célestin Freinet, le plus célèbre, bien que le moins libertaire. Ces méthodes ont connu des fortunes diverses: du rejet total par le système scolaire jusqu'à la reconnaissance et l'assimilation totales (ce qui fait dire à J.-M. Raynaud et G. Ambauves, parlant de la méthode Freinet, qui est très en vogue et parfaitement intégrée en France et à Genève: «[...] son officialisation ne milite pas en faveur de la libération de l'enfant dont se réclament pourtant certains de ses praticiens»³). Bref, les réformes pédagogiques de tout poil ne sont qu'un trompe-l'œil que le système scolaire utilise afin de perpétuer sa mission: reconduire de génération en génération les clivages sociaux: «[la] libération, [la] liberté, [l'] épanouissement [de l'enfant] ne peuvent se concevoir que comme étant réalisés dans l'ensemble [de la famille, l'école et la société] sous peine de n'être que prétentions illusives. Se réclamer d'une pratique libertaire dans le seul cadre de l'école relève du travail de Sisyphe, donc, soit de l'illusion, soit de l'imbécillité»⁴. C'est à cette lumière-là qu'il faut éclairer les réformes en cours en Suisse, que ce soit la Rénovation de l'école primaire genevoise, ou encore École vaudoise en mutation, qui sont issues de contestations purement formelles du système éducatif. Ces contestations ne sont pas dangereuses pour celui-ci. Bien au contraire, le système peut parfaitement les intégrer et ainsi donner de lui-même

une image d'ouverture et de tolérance. C'est d'ailleurs ce qu'il fait avec bonheur. Ni de nouvelles méthodes pédagogiques, ni quelque réforme que ce soit ne vont amener l'école publique à être une école libertaire, une école libératrice et émancipatrice. Le croire, c'est tomber dans le panneau de l'illusionnisme pédagogique. De plus, comment croire que le système politico-social actuel pourrait accepter une école qui ne répondrait plus à ses attentes et de plus tendrait à le modifier intégralement? Nous dépassons là le cadre de l'illusion pour tomber dans celui de l'idiotie.

Une école primaire québécoise épeurante⁵

Ce qui précède est pour dire qu'à nos yeux libertaires, l'école publique que l'on connaît dans les pays industrialisés n'est en aucun cas l'école émancipatrice et libératrice que l'on voudrait nous faire croire, et à laquelle nous aspirons. Si le but premier de l'école est sans doute comparable partout, il existe cependant des pratiques et des idées pédagogiques passablement différentes, et plus ou moins étouf-



fer. Il ne s'agit pas de dire, le lecteur l'aura compris, qu'une école est meilleure qu'une autre. Il y en a simplement de moins mauvaises. Il y en a de plus ou moins

éloignées des idées libertaires en matière d'éducation, bien que peu en soient proches.

En outre, en aucun cas, ce qui est décrit ci-dessous ne doit être généralisé à l'ensemble du Québec. L'auteur n'a l'expérience d'enseignement que dans une seule commission scolaire. Cependant, des contacts informels entretenus par l'auteur avec des enseignantEs d'écoles et de commissions scolaires d'autres parties du Québec laissent supposer que les pratiques décrites ci-dessous sont répandues dans l'ensemble de la province. Ceci ne fait aucun doute en ce qui concerne l'administration de Ritalin aux élèves hyperactifs ou supposés tels. De plus, cette hypothèse peut être confortée par deux points: premièrement, la formation des enseignantEs et des cadres de l'école publique est assurée depuis longtemps par la même instance de formation pour tous, l'Université, ce qui sous-entend une certaine unité de doctrine pédagogique, et deuxièmement, le fait qu'une grande partie du corps enseignant (environ 40%), actuellement à l'orée de la retraite⁶, a donc le même âge, et a été formée à la même période, ce qui fortifierait encore plus cette unité de doctrine. Quant aux effectifs et programmes scolaires, ils sont gérés par le Ministère de l'Éducation, pour l'ensemble de la province. Notons en outre qu'il existe quelques écoles dites alternatives, insérées dans le réseau public. Ces écoles pratiquent des pédagogies progressistes⁷. Peu nombreuses, elles ne sont pas représentatives de l'ensemble du secteur éducatif public québécois, et ressortent de l'illusionnisme pédagogique.

Effectifs, locaux et programmes scolaires

Au Québec, les effectifs des classes sont particulièrement élevés: au

deuxième cycle (enfants de 9 à 12 ans, 4e, 5e et 6e degrés primaires), les classes comptent de 27 à 30 élèves, dans des locaux très petits (environ 50 mètres carrés). Il est impossible de se déplacer dans de telles conditions sans bousculer un meuble ou un camarade. Quant aux programmes d'enseignement, ils sont rédigés par le Ministère de l'Éducation. Les commissions scolaires sont chargées de l'évaluation des élèves: quatre fois par année ont lieu des examens, qui évaluent les élèves en fonction de leur performance par rapport à un seuil fixé par la commission scolaire, et ceci dès la première année primaire. Ces faits ont des conséquences importantes au niveau pédagogique. Les enseignantEs n'ont en effet aucune latitude d'agir sur le programme en fonction de leurs élèves (tous les groupes d'élèves n'étant pas homogènes et équivalents), et ne peuvent donc pas tenir compte des particularités de leur classe ni de leurs élèves: tous les deux mois, un même examen évalue tous les élèves d'un même degré dans une commission scolaire entière. Engoncés dans des locaux minuscules, face à des groupes d'élèves importants, soumis à des exigences très strictes de leur commission scolaire et du Ministère de l'Éducation, les enseignantEs n'ont pas d'autre choix que de pratiquer une pédagogie normative, massive et monolithique, de dispenser des cours ex cathedra à leurs élèves assis en colonnes et, dans le meilleur des cas, attentifs. Nous assumons le fait de prétendre que cela semble convenir à la majorité des enseignantEs, car il paraît n'y avoir ni volonté de diminuer les effectifs, d'agrandir les locaux et de modifier les programmes, ni de tenir un réel et important débat à ce sujet. Ajoutons que les importantes coupures actuelles dans les budgets de l'éducation ne vont bien évidemment pas améliorer le quotidien des élèves québécois. Il ne faut pas lire ici une apologie d'une éven-

tuelle réforme de cette école-là, et des bienfaits libertaires qu'elle pourrait apporter. Nous serions dans l'illusion. Le quotidien des élèves québécois pourrait simplement être moins grisâtre et triste dans des locaux plus grands, avec des effectifs de classe plus petits...

Les enfants, des adultes en réduction

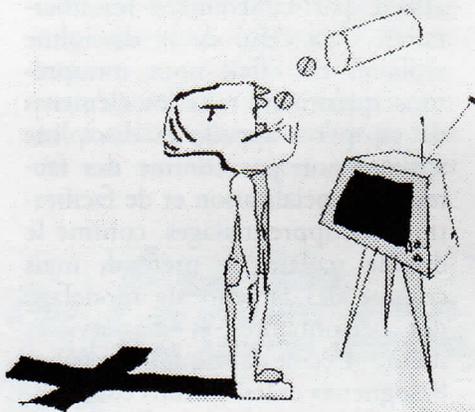
Nous allons toucher dans ce chapitre à un aspect de l'école qui affecte particulièrement les libertaires, c'est celui de la discipline scolaire. En effet, nous interprétons quasiment tous les éléments de ce qu'on appelle la discipline scolaire non pas comme des facteurs de socialisation et de facilitation des apprentissages, comme le dogme scolaire le prétend, mais comme des facteurs de modelage des personnalités et d'asservissement. L'école fabrique les «lâches besogneux» et les «larbins compétitifs» dont parle Jérôme Deshusses. En fait, la discipline scolaire, ou plutôt l'ensemble des moyens et démarches mis en place dans une école pour assurer LA discipline découlent, à notre avis de libertaires, d'une incompréhension totale (et peut-être consciente) de ce qu'est un enfant, de ce qu'il vit à l'intérieur de lui et de comment il vit et appréhende le monde qui l'entoure. Crier, bouger, courir, toucher, regarder, rire, pleurer sont des manifestations normales de la part de l'enfant. À l'école, la plupart de ces comportements ne sont pas admis, parce que cela dérange. Et qu'est-ce que ou qui cela dérange-t-il ? On répondra que cela empêche une ambiance propice à l'apprentissage, que c'est facteur de risques d'accident, et que cela dérange adultes et enfants, entr'autres réponses. C'est sans doute comme cela que ça se passe dans toutes les écoles publiques. Ici ou là, des méthodes pédagogiques plus proches de l'enfant adoucissent ces comportements répressifs à l'égard des enfants, mais sans jamais remettre en question un des

butts fondamentaux de l'école. qui est de produire des citoyens soumis à l'autorité.

Ce qui frappe au Québec, c'est qu'à l'école le droit d'être un enfant est complètement dénié à l'enfant. Sous couvert de responsabilisation, on exigera de lui des comportements d'adulte. Bien des plans disciplinaires (synonyme approximatif de règlement d'école) sont inspirés de l'œuvre de Raoul Côté et de son livre *La discipline scolaire, une réalité à affirmer*⁸, dont voici un extrait du texte de présentation en quatrième de couverture: «Les comportements indésirables de deux ou trois élèves dans une salle de classe se transforment souvent en éléments stressants quotidiens tant pour l'enseignant que pour l'élève. Celui qui n'écoute pas et qui demande à l'enseignante de répéter, celui qui arrive en retard, celle qui parle continuellement à sa copine, ceux qui se lèvent et se promènent sans permission violent le droit de l'enseignant à enseigner et le droit des élèves à apprendre. [Ce livre] permettra aux lecteurs et lectrices de découvrir une approche disciplinaire non-punitif [...]. Ils découvriront aussi que la personne la plus importante dans la classe est l'enseignant ou l'enseignante et que cette personne a des besoins, des attentes et des sentiments qui doivent être respectés avant qu'elle puisse favoriser l'expression des besoins, des attentes et des sentiments des élèves.»⁹ Le ton est donné rapidement: Raoul Côté fait des enfants qui bavardent, par exemple, des personnes qui violent des droits. Dans notre société, violer un droit est un crime et est poursuivi comme tel... L'approche non-punitif dont se réclame Raoul Côté est en fait une traduction dans l'école du système policier et judiciaire des adultes. S'il prétend qu'elle est non-punitif, c'est qu'il remplace habilement et judicieusement des mots par des autres, ainsi que le fait le *politically correct*: ainsi, la punition devient

une «conséquence désagréable» naturelle d'un acte donné. Il y a aussi les conséquences agréables des actes et comportements en conformité avec le système disciplinaire de l'école, que l'on appelle également les «privileges»: bénéficier d'une période supplémentaire de jeu ou de la projection d'une vidéo, par exemple. Les enseignantEs qui pratiquent ce système disciplinaire en viennent donc à considérer un enfant comme étant complètement responsable de ses actes, et étant apte à en assumer les conséquences. On crée ainsi deux catégories d'enfants: ceux qui violent les droits, les criminels, et les autres, les bons citoyens. On ne punit aucun enfant: c'est chaque enfant qui assume les conséquences de ses actes. Inutile de dire que cette philosophie favorise les comportements de «larbins compétitifs». Il ne s'agit pas ici d'affirmer que les enfants sont irresponsables, mais que l'école et particulièrement cette philosophie les met dans un environnement et les soumet à des exigences qui font que leur comportement normal d'enfant devient répréhensible. C'est à n'en pas douter aux antipodes d'une conception libertaire de l'enseignement qui, elle, se servira de l'ensemble des comportements de l'enfant pour aider celui-ci à se développer dans le respect intégral de son être. Autant la terminologie utilisée (privilege, conséquence, violer) que les images évoquées par Raoul Côté éclairent tristement sur sa conception de la pédagogie et des rapports entre élèves et enseignantEs. Ainsi, quand il écrit «Celui qui n'écoute pas et qui demande à l'enseignante de répéter», il se réfère à une pédagogie éculée, mais malheureusement encore en vigueur, celle de la transmission des savoirs et savoir-faire ex cathedra de l'enseignantE à l'élève, schéma dans lequel ce dernier est toujours passif et doit donc être attentif. De plus, quali-

fier l'enseignantE comme étant la personne la plus importante de la classe en dit long sur son respect des enfants. Nous ne nous étendrons pas sur le contenu du livre de Raoul Côté, l'extrait ci-dessus nous paraissant suffisamment explicite. La mise en pratique de cette «approche disciplinaire non-



punitive» dans certaines écoles québécoises trahit également la considération dans laquelle les adultes tiennent les enfants. Au point de vue disciplinaire existe également un avatar, que nous n'hésiterons pas à qualifier de particulièrement vicieux, de la pratique des bons et mauvais points, encore largement utilisée par les enseignantEs il n'y a pas si longtemps. Cette pratique québécoise se nomme l'argent scolaire. Les bons et mauvais points sont remplacés par des facsimilé de billets de banque, que l'élève se voit allouer ou retirer selon son comportement, ses résultats ou l'humeur du professeur. L'élève peut ainsi devenir riche, pauvre, ou même débiteur. S'il n'a plus d'argent scolaire, l'enseignantE note scrupuleusement l'état de son compte en débit. Cet argent scolaire est ensuite utilisé pour acheter des «privileges» (voir plus haut) ou de menus objets, lors de ventes aux enchères organisées par

le prof. Alors, les riches s'en paient de bonnes tranches, et les pauvres bavent. Les enfants débiteurs peuvent «rembourser» en exécutant des travaux supplémentaires ou en renonçant à des récréations. L'argent scolaire encourage chez l'enfant des comportements vils (servitude, vol, délation, non-solidarité) et constitue un entraînement précoce et performant à une attitude de consommation compulsive et irréfléchie. La citation de Jérôme Deshusses prend ici tout son sens.

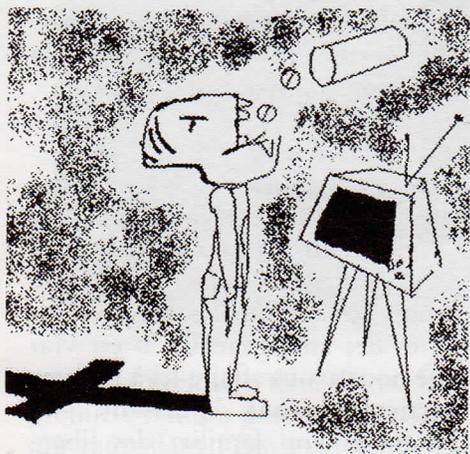
Les enfants hyperactifs et le Ritalin

Au Québec, 5% des enfants prennent du Ritalin¹⁰. Le Ritalin est un médicament agissant sur le système nerveux central, et classé par Santé Canada (Ministère de la Santé Publique du Canada) parmi les drogues, en compagnie des amphétamines¹¹. Il existe un trafic de ce médicament sur le marché noir de la drogue. Le Ritalin est administré sous prescription médicale à des enfants qui ont été diagnostiqués hyperactifs. L'hyperactivité serait une maladie génétique et héréditaire, caractérisée par un manque de dopamine dans l'organisme. On ne connaît actuellement pas les causes de cette maladie, ni pourquoi ou comment elle se développe. Les symptômes de l'hyperactivité chez l'enfant sont extrêmement nombreux, et cette maladie est en général remarquée à l'école, par l'enseignantE. Un enfant hyperactif est extrêmement agité, bouge sans arrêt, se lève, est violent à l'égard de ses camarades, a de grandes difficultés à se concentrer sur une tâche et à apprendre, et présente parfois des troubles du langage. Cependant, des chiffres interrogent: lors des quatre dernières années, on assiste au Québec à une augmentation de 400% du nombre d'enfants traités au Ritalin. De plus, 12% des enfants

dont les parents bénéficient de l'aide sociale sont traités au Ritalin¹².

S'il nous est parfaitement possible de comprendre qu'une maladie grave comme l'hyperactivité soit traitée avec un médicament dont la liste des effets secondaires est longue comme le bras, et plutôt inquiétante (tachycardie, paranoïa, hallucinations¹³, pour n'en citer que quelques uns), il nous est plus difficile de comprendre les chiffres cités ci-dessus.

Des enfants présentant des symptômes l'hyperactivité ont été traités avec succès par des méthodes alternatives: régimes alimentaires¹⁴ et prises en charge pédagogiques différenciées et adaptées. Si les enfants réagissent favorablement à ces traitements alternatifs, il est important de souligner qu'il ne s'agit pas l'hyperactivité selon la définition qui a été dressée plus haut. Il y a une confusion extrême sur le terme hyperactif. De même qu'il est difficile de croire qu'une maladie héréditaire s'accroisse de 400% en 4 ans, il est facile de penser que l'école québécoise en particulier et la société québécoise en général fabriquent des enfants présentant des symptômes l'hyperactivité (et non la maladie réelle),



et s'en débarrasse en leur administrant du Ritalin.

Nous pouvons reprendre ici la litanie: des locaux minuscules, des effectifs de classe importants, des

méthodes pédagogiques surannées et irrespectueuses de l'enfant, des règlements très coercitifs, un rythme et des exigences scolaires soutenus ne peuvent à notre avis que pousser à bout des enfants qui se trouvent un peu «en marge» du système scolaire, ou qui présentent des problématiques particulières (enfants bénéficiant de l'aide sociale et vivant dans la pauvreté, par exemple) et les pousser à des comportements rebelles à l'école.

Nous sommes profondément heurtés par ce mécanisme qui veut qu'une société préfère médicamenteusement, voire droguer les enfants plutôt que de réfléchir à comment l'éviter, et à trouver des solutions alternatives et solidaires. En effet, nous pensons que ce qui se passe au Québec dans les écoles concerne l'ensemble de la société, et qu'il s'agit là d'un choix fondamental, même si on ne peut pas affirmer que ce choix est explicite et conscient. Nous avons plutôt affaire à un choix «par défaut», ou, plus grave, par désintérêt. Mettre sur pied une école qui éviterait au mieux d'aliéner les enfants coûterait cher en argent et en réflexion. La société québécoise ne semble pas s'intéresser à cela, dans le contexte économique-social actuel, qui est comparable à ce que nous vivons en Suisse: coupures budgétaires dans les programmes sociaux et d'éducation, chômage, situation florissante des multinationales... La ministre de l'Éducation, Mme Pauline Marois, mène cependant une réforme de l'école, sous la bannière du slogan «Prendre le virage du succès». Or, cette réforme ne contient pas un mot sur les effectifs de classe, les locaux ou encore le problème de l'hyperactivité. Elle ne porte globalement que sur des aspects organisationnels (refonte de structures, de programmes, de cursus), l'accès à la maternelle pour tous les enfants de 5 ans (on chuchote de manière persistante dans les coulisses syndicales que le financement nécessité par cette dernière mesure se ferait par le

biais de... l'augmentation des effectifs des classes au primaire !) et un effort financier pour l'école montréalaise. Nous prenons le risque d'affirmer que cette réforme n'améliorera pas le quotidien des élèves québécois de manière notoire, et qu'elle n'est que l'arbre qui cache la forêt des coupures budgétaires¹⁵. Parallèlement à cette réforme, le Gouvernement québécois investit environ 300 millions de dollars canadiens (1 FS = 1 CAD\$) sur une durée de cinq ans dans les nouvelles technologies de l'information, à savoir équiper les écoles de postes informatiques multimédias et de les brancher sur Internet. Outre le fait que l'on puisse douter actuellement de la pertinence pédagogique de brancher les classes primaires sur Internet, nous pensons que cette somme aurait été bien plus utile dans la réflexion par rapport aux maux de l'école. Mais cette avancée technologique est un bon coup médiatique de la part du Gouvernement: on a ainsi l'impression d'avoir une école moderne, malgré les pratiques quasi moyenâgeuses qui y sévissent. Les enfants hyperactifs pourront surfer sur Internet après avoir gobé leur Ritalin, et rien ne changera.

Qu'on ne se méprenne pas: nous ne pensons pas qu'une diminution des effectifs, couplée à un meilleur aménagement architectural soient la baguette magique qui permettra de modifier cette école et d'anéantir tous ses maux, non. Mais l'absence de débat à ce sujet dans la société éclaire douloureusement sur la volonté qu'il y a ici de respecter les enfants et d'améliorer leur quotidien.

Le sabre, l'écu et le goupillon

Si l'armée en tant que telle n'est pas présente dans l'école québécoise, nous ne pouvons nous empêcher de comparer les règlements coercitifs, l'approche disciplinaire (les enfants doivent toujours se tenir en rang, se taire dans les cou-

loirs, et leurs pupitres sont disposés en colonnes) et l'amour de l'ordre à ce qui se passe dans les casernes. Par contre, l'Église et l'économie privée sont bien présentes dans l'école québécoise.

Les commissions scolaires sont confessionnelles, la catéchèse (enseignement religieux) est dispensé dans tous les degrés et évaluée comme n'importe quelle branche, et crucifix, photos du pape et de l'évêque trônent en bonne place dans les classes. L'enseignement de la Bible concernant la Création est présenté comme étant la vérité, ce qui plonge les élèves dans une profonde perplexité lorsqu'ils découvrent, au hasard d'une lecture, les théories du big bang ou de l'évolution. Nous avons vécu cette anecdote dans notre classe, et les élèves pensaient sincèrement que l'auteur du livre écrivait des fariboles en parlant de la naissance de l'Univers suite au big bang. Les enseignantEs n'ont pas le droit d'émettre un doute sur la véracité du contenu de la Bible, sous peine de blâme ou de réprimande par l'autorité scolaire. Ils ne le font donc pas.

L'économie privée, quant à elle, commence à se tailler la part du lion dans l'école. Des faits: la firme Always, serviettes hygiéniques, distribue gratuitement un matériel pédagogique, bien sûr estampillé en gros et en couleur au logo de la marque, destiné à l'éducation sexuelle des jeunes. A noter que le Ministère de l'éducation n'a pas cru bon de créer son propre matériel. Le fabricant de piles Energizer distribue des cahiers d'activités aux maternelles. Bien sûr, le logo de la marque est présent à chaque page. La Caisse Populaire Desjardins, organisme de banque et d'épargne,

inonde littéralement les écoles par la distribution de calendriers, règles, agendas et pommes, et organise une fois l'an un concours de dessin pour les enfants. Le logo Desjardins est présent dans toutes les classes à plusieurs exemplaires. De plus, les enfants peuvent verser de l'argent sur leur compte d'épargne Desjardins par le biais de l'école. On appelle cela la caisse scolaire. Un des nombreux slogans de cette firme est «Pour se protéger soi-même». Videotron, câblo-distributeur, fait ses choux gras dans



la presse, à grand coup d'annonces publicitaires, des facilités qu'il offre aux écoles dans le plan ministériel d'intégration des nouvelles technologies dont nous parlions plus haut. Il proclame à pleine page «Vive l'école, vive le monde libre». Nous noterons que même si effectivement Videotron offre des conditions avantageuses à l'école, il a tout de même signé le contrat

qui va lui permettre de câbler toutes les écoles du Québec. Nous voyons ici à qui profitent en premier lieu les 300 millions du Ministère de l'éducation: à Videotron, qui de plus fidélise ses futurs consommateurs, et aux marchands d'ordinateurs. Burger King fournit gratuitement aux écoles qui en font la demande des récipients pour boissons et des gobelets pour les fêtes à l'intention des enfants, aux armes, bien sûr, de la marque.

Outre l'indignation qui nous étonne, nous sommes consternés par la complicité des enseignantEs, des directions d'école, des commissions scolaires et du Ministère de l'Éducation face à cet envahissement de l'école. Bien sûr, le «pédagogomarketing» s'engouffre dans les brèches que sont les tailles claires dans les budgets de l'éducation: beaucoup de firmes, spécialement aux États-Unis, proposent du matériel pédagogique attrayant (présentation soignée, vidéo, ...) à des enseignantEs qui ne reçoivent presque plus rien de leur Ministère. Faut-il pour autant accepter cela et se faire les complices de l'asservissement des enfants à la consommation ?

Que faire ?

L'école, dans son acception traditionnelle, n'accepte pas le comportement libertaire naturel des enfants, et encore

moins les éventuelles idées libertaires des enseignantEs: il est vrai que nous avons affaire ici à un bras particulièrement puissant de l'État, ennemi familier des libertaires, mais qui devrait être un rempart, donc une sorte d'allié implicite, contre les appétits d'ennemis plus puissants aujourd'hui, les entreprises et l'économie privée, qui tentent de s'approprier

la tâche d'éducation. Un désinvestissement plus accentué de l'État dans l'éducation serait une catastrophe. Voilà où se situe notre dilemme: les libertaires doivent-ils défendre l'institution de l'éducation pour prévenir des dangers plus importants, et ainsi se situer aux côtés de cette même institution qu'ils entendent démanteler ? Le débat, douloureux et passionnel, est ouvert, mais il nous semble très important que les acquis sociaux que sont les prestations de l'État dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la protection sociale soient défendus par les libertaires dans le cadre de leur action syndicale. Leur abandon serait un drame pour bien des gens. Mais nous ne nous fourvoyons pas: ce n'est pas là que nous changeons la société. Nous ne faisons que défendre des acquis et notre action ne doit pas se limiter à cela. Nous ne croyons pas non plus aux tentatives de réforme de l'institution. En cela, nous faisons nôtres les thèses de J.-M. Raynaud et G. Ambaues, et renvoyons le lecteur à leur livre *L'éducation libertaire*. L'action des libertaires au sein de l'institution scolaire, même si elle n'est de loin pas à dédaigner, n'est pas en soi porteuse d'un éveil social libertaire, puisqu'elle ne tient compte que d'un des côtés du triangle société-famille-école. L'expérience de l'école libertaire Bonaventure se situe elle sur un autre registre. Même si elle se présente actuellement sous la forme d'un îlot isolé, elle n'est pas une contestation formelle du système

éducatif. Elle en est une antithèse. Elle est une proposition concrète, une alternative existante et vivante. A Bonaventure se vivent quotidiennement des pratiques pédagogiques libertaires, dans la douleur parfois, dans le bonheur souvent. De plus, son organisation particulière, qui implique les parents dans l'école, la fait toucher au volet famille du triangle évoqué plus haut, et a par conséquent un impact social. Là aussi, nous encourageons le lecteur intéressé à lire *Bonaventure, une école libertaire*. Nous croyons à Bonaventure et à sa capacité de favoriser des repousses.

Bibliographie partielle et références

Anarchisme et éducation

AMBAUVES (G.) et RAYNAUD (J.-M.), *L'éducation libertaire*, Éditions Spartacus, Paris, 1978.
 COLLECTIF, *Bonaventure, une école libertaire*, Éditions du Monde Libertaire, Paris, 1995.
 COLLECTIF, *La pensée en liberté*, Les Éditions Écosociété, Montréal, 1996.
 COLLECTIF, *Vivre l'éducation, colloques*, Atelier de Création Libertaire, Lyon, 1988.
 STIRNER (Max), *De l'éducation*, Éditions Spartacus, Paris, 1974.
 ROBIN (Paul), *L'enseignement intégral*, Éditions du Monde Libertaire, Paris, 1992.

Hyperactivité et Ritalin

FEINGOLD (Ben), *Pourquoi votre enfant est-il hyperactif?*, Édi-

tions l'Étincelle, Montréal, 1976. Sur Internet: *Guide pour parents d'enfants hyperactifs*, <http://planete.qc.ca/sante/elaine>.

¹ cité par GODIN (Noël), in *Anthologie de la subversion carabinée*, l'Âge d'Homme, Lausanne, 1988.

² OFS, *Soziale Ungleichheit im Bildungswesen*, Bern, 1996, cité dans *Le Courrier* du 3 janvier 1997, Genève.

³ AMBAUVES (G.) et RAYNAUD (J.-M.), *L'éducation libertaire*, Éditions Spartacus, Paris, 1978.

⁴ *ibid.*

⁵ adjectif québécois signifiant «qui fait peur», terrifiant.

⁶ Ce fait, que l'on constate en Suisse également, est la conséquence du baby-boom des années soixante, qui a provoqué une forte demande d'enseignants à une période donnée.

⁷ COLLECTIF, *La pensée en liberté*, Les Éditions Écosociété, Montréal, 1996.

⁸ CÔTÉ (Raoul), *La discipline scolaire, une réalité à affirmer*, Éditions Agence d'ARC Inc. Montréal, 1991.

⁹ *ibid.*

¹⁰ Chiffre cité dans l'émission *Enjeux*, 27 janvier 1997, Radio Canada.

¹¹ *Les drogues, faits et méfaits*, Santé Canada, Ottawa, 1995.

¹² Chiffres cités dans l'émission *Enjeux*, op. cit.

¹³ *Les drogues, faits et méfaits*, op. cit.

¹⁴ FEINGOLD (Ben), *Pourquoi votre enfant est-il hyperactif?*, Éditions l'Étincelle, Montréal, 1976.

¹⁵ Fleurissent les réformes de l'éducation là où dépérissent ses budgets...



Les anarchistes espagnols et la résistance

Par J.P.

«Ce n'est pas la patrie française qui est en danger, ni la liberté de la France qui est en jeu, c'est la Liberté, la culture et la paix mondiale»

Francisco Ponzan Vidal, dit «François Vidal», militant de la CNT, résistant exécuté par les nazis le 17 août 1944.

LES espagnols sont plus de 500'000 à fuir Franco entre le mois d'août 1938 et le 12 février 1939. Parmi eux, beaucoup de miliciens aguerris aux armes et à la guerre, la tête pleine de compagnons tombés au front, d'amies violées, de parents massacrés; des combattants défaits qui ne survivent que par leur haine du fascisme, sous la neige, dans des prés entourés de barbelés où sévit la dysenterie et la famine, appelés déjà «camps de concentrations», symbolisant à eux seuls l'hospitalité française fidèle à l'attitude criminelle des démocraties occidentales vis-à-vis du peuple espagnol durant la guerre civile. Ces militants ont eu du poids dans la résistance, un poids que l'on cache souvent. Pourtant la célèbre 2ème Division Blindée (DB) du Général Leclerc est composée d'espagnols à plus de 60%; dans tous les maquis, ils sont des premiers résistants.

Parmi eux, les anarcho-syndicalistes — courant majoritaire durant la guerre civile — sont encore présents dans la lutte en France. Il n'est pas simple de suivre leur trajectoire. La victoire de Franco, c'est d'abord leur défaite militaire et politique. Durant toute la résistance (et même après) l'empreinte de cette défaite influe sur les décisions prises et celles qui ne le sont pas... Ce courant est aussi celui qui a le plus souffert et qui souffre encore, car il est isolé. Dans les

camps, les militants du PCE noyautent les instances avec l'aide du PCF et discriminent les anarchistes. Par ailleurs, le gouvernement français les hait plus que tout et certains de leurs représentants les plus illustres, comme Juan Peiro, sont livrés à Franco par Dalladier et fusillés. Le courant anarcho-syndicaliste doit se réorganiser, il a du mal; il doit faire face à une situation nouvelle... Comme toujours, dans les organisations libertaires, le vide organique est remplacé par la sponta-



néité des militants qui finissent par réorganiser le mouvement. Cela pose aussi des problèmes à qui veut en faire une rétrospective: la complexité due à la multitude des expériences parfois contradictoires. Deux périodes distinctes apparaissent: la période de réorganisation où il faut faire la distinction entre le mouvement qui s'organise et l'action concrète des militants dans la lutte; et la période des huit der-

niers mois avant la libération où se pose le problème d'adhérer ou non à la *Union Nacional Española* (UNE). Une organisation tenue par les militants du parti communiste espagnol (PCE) et du parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC) qui se veut hégémonique parmi les résistants espagnols.

Un mouvement qui s'organise tant bien que mal

Dès le 25 février 1939, le mouvement tente de se réorganiser. Le comité national de la CNT et les comités péninsulaires de la FAI et de la FIJJ¹ s'unissent dans une seule et même organisation: le Mouvement libertaire en exil (MLE). Dans le Conseil général du MLE, figurent des noms déjà célèbres et qui ont de l'importance durant toute la période tels que: Germinal de Souza, Mariano Rodriguez Vasquez, Gresco Isgleas, Germinal Esgleas (compagnon de

Frederica Montseny), Pedro Herrera, Juan Gallego Crespo et Juan Manuel Molina (Juanel) qui est responsable des liaisons avec les camps de concentration. Par la suite et durant la guerre, le MLE s'organise, s'étend par le biais de plusieurs commissions en zone libre et en zone occupée qui représentent des groupes de militants affiliés dans des villes ou des

lieux géographiques. Ainsi une des commissions les plus actives dans la reconstruction du mouvement libertaire est celle du Barrage de l'Aigle où, nous le verrons, le maquis est tenu par la CNT espagnole.

Il faut souligner que les mêmes militants sont partie prenante de la résistance et de la réorganisation du mouvement, ce qui est peu adéquat à l'action clandestine.

Ainsi actions armées et structures organiques se chevauchent parfois, ce qui a des conséquences fâcheuses lors des arrestations. D'autant que le gouvernement de Vichy a fait de la neutralisation du MLE une priorité. Ainsi, dès fin 1941, la répression s'abat sur le MLE. C'est le premier mouvement de résistance espagnol qui subit un tel coup (les autres subissent le même sort par la suite). Les principaux responsables du MLE, c'est-à-dire les militants les plus aguerris qui ne sont pas encore emprisonnés ou morts, sont arrêtés. On reconnaît les noms de Germinal Esgleas (secrétaire du MLE), Federica Montseny, Germinal de Souza (secrétaire de la FAI), Francisco Isgleas Pierman, Valerien Mas Casas, Pedro Herra Camarero (membre du Comité péninsulaire de la FAI et délégué au Conseil général de SIA²) ainsi que des membres des «amis de Londres» (des anarchistes qui ont préféré agir directement avec les Anglais) tels que Manuel Gonzalez Marin «Marin Manuel», Eduardo Val Basco et Francisco Ponzan Vidal (dont nous reparlerons). Les premiers sont déportés en Afrique, afin de prévenir les tentatives d'évasions et empêcher tout contact avec le MLE. Celui-ci met du temps à se réorganiser après un tel coup.

Ce n'est que le 6 Juin 1943 qu'a lieu un plénum³ du MLE où, pour la première fois, on aborde le thème de l'action conjointe avec la résistance française. Mais ce plénum n'apporte pas de solution. Il faut faire ici une parenthèse pour expliquer les problèmes qui se posent alors dans l'organisation. Cela nous évitera de tomber dans quelques erreurs faites par bon nombre d'historiens même aussi honnête que Marie-Claude Rafaneau Boj.

Le Mouvement Libertaire voit apparaître, dans ce plénum, deux tendances distinctes qui vont s'affronter durant une dizaine d'années allant jusqu'à la scission. Il

s'agit d'une part, de la tendance «collaborationniste» ou «politique» et d'autre part, de la tendance «maximaliste» ou «apolitique» (c'est-à-dire anti-politique). Les premiers affirment que les conditions historiques de la guerre d'Espagne sont toujours d'actualité et que, par conséquent, la CNT doit prendre part au gouvernement républicain en exil, dans le cadre d'une stratégie frontiste de reprise de l'Espagne; les seconds considèrent qu'il faut revenir aux positions rupturistes de la CNT et baser le renversement de Franco sur un combat insurrectionnel du peuple espagnol. Cette deuxième tendance souligne qu'il faut analyser les leçons de la défaite.

Ces deux tendances sont très marquées et le MLE se trouvera par la suite avec deux comités à sa tête: celui de Juanel (du nom d'un des leader du courant collaborationniste) et celui de Bézier (composé par les «apolitiques»). L'erreur trop répandue est de calquer sur ces deux tendances, les positions pour ou contre l'action dans la résistance française. On croit souvent que les «collaborationnistes» appelaient à rentrer dans la résistance alors que les «apolitiques» refusaient de prendre part à une guerre bourgeoise entre des gens qui avaient laissé massacrer le peuple espagnol. Or la réalité est bien différente. Le

sous-comité national (comité de la zone occupée) qui regroupe les deux tendances pour cette partie du territoire français se prononce contre l'entrée dans la résistance dans des proportions qui ne recourent pas le poids respectif des deux tendances en présence. Il y aurait beaucoup de recherches à faire pour retracer une ligne exacte de ce qui s'est passé au sein du MLE vis-à-vis de la résistance, indépendamment des autres problèmes que se posait le mouvement. Par contre, au plénum de Marseille, en décembre 1943, le MLE conseille «à tous les militants de la CNT et du MLE de rejoindre la résistance française plutôt que de se laisser emmener en Allemagne»⁴.

Le MLE venait d'entériner une situation de fait, puisque bon nombre de militants avaient déjà rejoint la résistance française. Mais nous le verrons tout à l'heure, la réorganisation tardive du MLE qui l'amène à ratifier des situations de faits, au lieu d'agir directement sur le cours des choses, le met dans une situation difficile dans les derniers mois de la guerre lorsque l'UNE aura des prétentions hégémoniques.

La présence des anarchistes.

Dans les maquis, dans les réseaux, à Londres, dans la 2ème DB du général Leclerc, les anarchistes



espagnols ont joué un rôle important dans la libération de la France et de l'Allemagne. Ils l'ont fait par conviction anti-fasciste, mais aussi dans l'espoir que De Gaulle tiendrait sa promesse: ouvrir les frontières et chasser Franco. Les grands hommes ont le geste noble: les Espagnols morts pour la France ont reçu des médailles, leurs noms sont gravés sur les monuments aux morts. Comme une insulte, chaque 8 mai, cynique, une gerbe tricolore vient honorer leur sacrifice. En 1945, De Gaulle a envoyé un émissaire pour normaliser les relations avec le Caudillo. En 1975, Franco est mort dans son lit, toujours au pouvoir, 30 ans après... Parmi les nombreux militants anonymes, certains ont joué un rôle important dans la guerre d'Espagne, d'autres resteront à jamais inscrits dans les pages de la résistance. Ainsi Antonio Ortiz s'engage dans les corps francs d'Afrique, blessé il est hospitalisé, avant de repartir dans les «commandos d'Afrique» du Général Leclerc, puis dans le premier bataillon de choc comme instructeur du premier commando lourd. Il débarque à Saint-Tropez, participe à la bataille de Belfort et fait la campagne d'Allemagne où il est grièvement blessé. Ortiz n'est pas un inconnu de l'histoire de l'Espagne, le 24 juillet 1936, juste après la colonne Durruti, il avait pris la tête de la colonne de la CNT-FAI qui a porté son nom. C'était la deuxième colonne qui s'est levée contre Franco. Ces deux colonnes réalisèrent ce que personne d'autre ne fit: elles reprirent durablement du terrain sur les factieux (sur le front d'Aragon). Ramon Villa Capdevilla avait lui aussi montré son courage durant la guerre civile. Il s'enfuit du camp d'Argelès et devient, en 1940, un des tous premiers résistants de la région. Il est plus connu sous le surnom de «commandant Raymond». Spécialiste en explosif, son aide est précieuse pour le déraillement des trains, il com-

mande deux cents résistants espagnols. Ce sont eux qui anéantissent la garnison qui avait massacré les habitants d'Oradour. Lui et ses compagnons rejoignent ensuite le bataillon «Libertad». Ramon Villa Capdevilla est mort en 1963, dans une rixe avec des franquistes, alors qu'il était un des meilleurs passeurs d'hommes de la CNT et que depuis 1945, il faisait partie des groupes d'action qui n'ont cessé de harceler le régime franquiste. Enfin, avant de parler des résistants anarchistes espagnols de façon plus générale, il nous faut encore évoquer le parcours d'une figure exemplaire, qui fut la pierre angulaire du plus grand réseau de passeurs de la résistance, le réseau Pat O'Leary. Il s'agit de Francisco Ponzan Vidal, plus connu sous le nom de François Vidal. Militant de la CNT, il avait été responsable d'une *comarcal*⁵ de la CNT en Aragon durant la guerre civile, puis il avait fait partie du groupe «Libertador» de la CNT, spécialisé dans la recherche d'informations militaires et dans les actions de sabotage derrière les lignes franquistes. Ce groupe fut, par la suite, intégré aux services secrets de la République espagnole. A partir de mai 1939, Vidal organise un réseau de passeurs d'hommes dans les Pyrénées pour faire sortir d'Espagne les militants en danger. Dès le début de la guerre ce groupe de cénétistes se met au service de la résistance et travaille activement avec l'Intelligence service et le Bureau central de renseignement et d'action (BCRA) de Gaulle, mais aussi avec le réseau Sabot et le groupe Combat. Ce réseau permet l'évasion de 1'500 personnes dont plus de 700 aviateurs alliés⁶ et le passage de nombreux documents (sans compter tout ce qui sert la CNT et la lutte anti-franquiste). Le réseau couvre une zone qui va de Bruxelles à Lisbonne. Fait prisonnier en 1944 par la police française, Francisco Ponzan Vidal est livré aux Allemands et exécuté le 17 août 1944 par les nazis qui

gardent la prison où il est enfermé à Toulouse.

D'une manière générale les anarcho-syndicalistes ont participé à pratiquement tous les réseaux de passeurs des Pyrénées (on en décompte une vingtaine). On les voit aussi dans les maquis. Voici la liste de ceux où leur présence fut suffisamment significative pour laisser des traces: le maquis de Dordogne, de la Montagne Noire, de Querigut (dans l'Aude), les maquis de l'Aveyron, du Pic Violent, de Savoie, les maquis du Lot, de Loches, de Belves, de l'Isère, de la Gouzette (Saint Giron), de Privas, les maquis du Cantal et de Corrèze, de Maleterne, de Bagnères, des Landes, du Rouergue, des Glières, du Limousin, le maquis Bidon 5 et le maquis du Vercors et n'oublions pas le maquis du COFRA (à moitié cénétistes) et du Barrage de Aigle (où les anarchistes sont hégémoniques).

Nous connaissons la présence d'anarchistes dans d'autres maquis, mais il s'agit souvent d'individus essaimés de-ci de-là sans lien entre eux. Notons aussi leur présence dans le réseau Robul Alfred et leur présence massive dans le Bataillon de la mort. Certains se retrouvent avec des responsabilités comme La Rey, membre de la CNT et responsable de la résistance à Montluçon ou Emilio Castro Ballesta qui, avec sa compagne, le commandant Pariset et l'épouse de Tavet dirigeant, à l'arrestation de ce dernier, le maquis du Limousin. Dans le Gers, la moitié des résistants de l'UNE sont confédéraux et ce n'est pas un cas isolé. Faute d'organisation nationale de résistance, les anarchistes apparaissent peu, bien qu'ils soient très présents. Citons tout de même le maquis du Barrage de L'Aigle, dirigé par José German Gonzalez militant de la CNT, qui est un haut lieu de la reconstruction de la CNT en exil et un des maquis les plus actifs de la résistance. Ce maquis est pratiquement à 100%

confédéral, tout comme le maquis de Bort les Orgues. D'une manière générale, les maquis du Massif Central sont en forte proportion composés d'anarchistes espagnols tout comme ceux issus des chantiers de barrages sur la Dordogne, des barrages de Marèges et de Chastang.

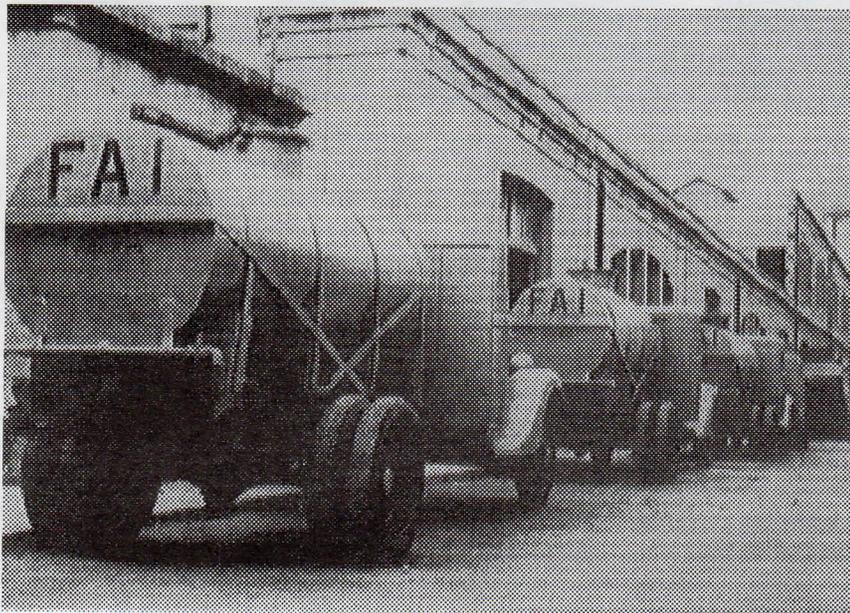
Bon nombre de ces maquisards se retrouveront dans le bataillon «Libertad» sous la responsabilité de l'anarchiste Santos. Ce bataillon atteint par la suite la pointe de Grave et libère le Lot et Cahors. Enfin, la présence anarchiste est particulièrement remarquable (et superbement ignorée) dans la 2ème DB du Général Leclerc. A plus de 60% espagnole, la 2ème DB compte bon nombre d'anarcho-syndicalistes tant et si bien qu'ils sont hégémoniques dans la 9ème compagnie du 3ème RMT, «la nueve», uniquement composée d'espagnols à l'exception du Capitaine Dronne qui la commande. C'est elle qui

encore «Teruel» en référence à une grande bataille de la guerre civile. Les militants de la CNT-FAI sont bel et bien présents, la *nueve* installe un premier canon, nommé «El Abuelo», dans l'Hôtel de ville de Paris ainsi que le premier drapeau... ironie du sort. Cette présence est complètement occultée par bon nombre d'historiens tel Lapierre et Collins dans *Paris brûle-t-il ?* (édition R. Laffont 1964), Adrien Dansette dans *Histoire de la libération de Paris* (édition Fayard, 1946) où encore Henri Michel dans *La libération de Paris* (édition Comps, 1980). Même le Capitaine Dronne semble frappé d'amnésie dans son livre *La libération de Paris* alors que dans son journal de marche, il évoquait abondamment les combattants issus de la CNT-FAI⁷. Les six derniers mois de la guerre sont ceux d'un courage qui est effacé par un manque d'organisation nationale en réseau de résistance, qui condamne les

gouvernement de la république espagnole en exil. La défaite contre Franco est encore dans tous les esprits et la question gouvernementale, qu'il aurait fallu trancher en juillet 1936, les anarchistes se la posent toujours au point de négliger des aspects importants. Le plus dramatique est certainement cette absence totale d'organisation des anarcho-syndicalistes espagnols en tant que corps dans la résistance. Rien pour faire valoir leurs droits, aucune structure pour assurer l'arrivée d'armes, de ravitaillement: les anarcho-syndicalistes se sont fondus dans la résistance comme nul autre, sans se soucier un seul instant de leurs intérêts propres.

D'autres sont plus réalistes. Les communistes dirigent la UNE qui se veut hégémonique et se présente comme «l'unique mouvement de résistance espagnole». Sur un plan historiographique, cette situation a permis aux historiens de passer allègrement sur la complexité des courants d'idées qui animaient les résistants espagnols en les décrivant comme de simples anti-franquistes voire carrément des communistes. Cette conséquence n'est que la moins dramatique, car les volontés hégémoniques de l'UNE ne s'arrêtent pas là.

Les militants anarchistes n'ont pas rejoint unanimement la UNE. Certains y sont rentrés à contre cœur, d'autres dans l'idée de contrecarrer l'influence des communistes, tels les militants de la *Agrupacion Cenetista en la Union Nacional* (ACUN). Si certains, quoique méfiants, sont tentés par la reconquête de l'Espagne proposée par la UNE, beaucoup d'anarchistes y adhèrent sous la menace et par peur des représailles. Les groupes de militants les plus avertis ont préféré intégrer les Forces françaises de l'intérieur (FFI), notamment dans le bataillon «Libertad». Il faut souligner ici le travail essentiel fait dans ce sens par José German Gonzalez,



rentre la première dans Paris. Les premiers blindés portent des noms qui rappellent l'Espagne, les deux premiers se nomment «Ascaso» et «Durruti» rappelant les illustres *solidarios* (militants de la CNT), un autre s'appelle «Casas Viejas» pour ne pas oublier la répression anti-cénétiste de 1931 et un autre

anarchistes à l'oubli, pour certains à la mort.

L'UNE, l'hégémonie dans le sang

Le mouvement libertaire est empêtré dans ses problèmes internes qui tournent autour de la question de savoir s'il faut participer ou non au

commandant du maquis du Barrage de l'Aigle qui organisa, à travers les Groupes de travailleurs étrangers (GTE), l'entrée des cénétistes directement dans la résistance française.

C'est que les réticences envers la UNE étaient grandes. Comme le disait Pierre Bertaux très cyniquement «le Parti communiste n'a pas de rancune, il n'a que des tactiques». La phrase convient à merveille au Parti communiste espagnol. On trouve dans la UNE des communistes certes, mais aussi des anti-franquistes très tardifs comme certains *requetes*, ces monarchistes absolutistes qui ont toujours brillé par leur conservatisme, et aussi les membres de la CEDA de Gil Robles. La CEDA, c'est la droite espagnole qui était au pouvoir durant le *bienio negro*, ces années de toutes les répressions anti-anarchistes d'avant 1936, quand le mot d'ordre était «pas de blessé, tirez au ventre». Les anarcho-syndicalistes espagnols ont tous en tête les actes de répression d'avant la guerre, au point que «Casas viejas» transpire sur leurs chars. Et surtout la UNE est tenue par les communistes, ceux qui ont tué Berneri, Nin et tant d'autres. La UNE, c'est le gouvernement de Negrin, c'est la *telefónica...*⁸

La suite des événements va prouver que les inquiétudes des anarchistes n'étaient pas vaines. La UNE se sert d'appuis pour éliminer ses adversaires de toujours. Le 20 septembre 1944, Santos, qui dirige le bataillon «Libertad», reçoit l'ordre du colonel Ravel de transférer 350 de ses hommes à la UNE. En même temps, l'ordre est donné de ne plus ravitailler le bataillon «Libertad». En cas de refus, le bataillon devait être désarmé par la UNE. Celui-ci préfère alors se dissoudre. Mais la UNE n'en reste pas là, elle fait pression, elle menace et elle tue ceux qui ne veulent pas se joindre à elle (anarchistes en particulier mais pas seulement, on connaît des cas de socialistes qui subirent le même sort). Angel

Aransaez, secrétaire du comité régional CNT de l'Aveyron dénombre pour son département 56 exécutions sommaire. On en compte 13 dans l'Aude (crimes que des ex-guerrilleros de la UNE avouèrent en octobre 1953). Certains meurtres sont relatés dans *Le Républicain du Midi* d'août et novembre 1944. Tous sont commis sur des résistants socialistes et anarchistes en conflits avec

n'ont pas eu la même chance... En Août 1945, Antonio Tellez, militant de la FIJL, lieutenant de la 9ème brigade des FFI de l'Aveyron, avertit Angel Aransaez que la UNE a prévu d'envoyer un commando à Decazeville, contre le Comité Régional de la CNT. Le capitaine espagnol Bariso, traducteur du commandant français du 412ème GTE, est enlevé. Aransaez va voir le responsable de la résis-



la UNE. A Lavelanet, Francisco Alberich et Mercedes Miralles sont retrouvés morts après avoir été appréhendés par des guerrilleros de la UNE. A Manse dans l'Ariège, Belmonte, anarchiste responsable d'une exploitation forestière où se cachent des réfractaires est abattu avec son compagnon Molina pour avoir refusé que la UNE vienne contrôler leur organisation. On peut aussi s'interroger sur toute la série d'exécutions sommaires d'anarchistes commises par des inconnus dans le Lot, dont celle de l'agent de liaison de tous les maquis du Lot: José Mana dit «Martins». A Saint Girons, Royo et un de ses compagnons de la CNT, qui étaient en conflit avec la UNE, échappent miraculeusement à l'incendie et le mitraillage de la maison de Royo. Sa compagne, ses deux enfants et trois de ses amis

tance Degoy dit «Valzergues» qui lui déclare «pas d'objection pour les traîtres». Ce qui montre une fois de plus la collusion de certaines instances de la résistance avec la UNE. Aransaez et les principaux responsables de la CNT sont arrêtés par les Francs tireurs et partisans, mais ils sont libérés sous la pression des résistants libertaires qui les menacent d'insurrection armée (Aransaez était dans les FFI au barrage de l'Aigle).

Toute une série de cas similaires ont été répertoriés. On peut consulter à ce sujet *Les dossiers noirs d'une certaine résistance*, (Perpignan, Ed du CES, 1984) ainsi que le livre de Marie-Claude Rafaneau Boj, *Odyssée pour la liberté. Les camps de prisonniers espagnols 1939-1945* (Paris, Denoël, 1993) dans lesquels sont relatés les cas les plus flagrants,

mais ces ouvrages ne tiennent pas compte de tous les charniers inconnus et de toutes les disparitions. Il est un fait historique qui prouve la gravité et l'importance de ces méthodes expéditives. Il s'agit du rassemblement de l'essentiel du camp républicain espagnol qui se réalise contre la UNE. Cette union se fait au sein de la *Alianza Democrática Española* (ADE) avec la participation de la Gauche républicaine, de l'Union républicaine, du Parti républicain fédéral démocratique, du Parti socialiste ouvrier espagnol, de la Gauche républicaine de Catalogne, du mouvement libertaire et des centrales syndicales UGT et CNT. L'ADE dénonce les agissements de la UNE au gouvernement provisoire de la République française en mentionnant, dans un communiqué officiel en 1944, toute une série d'exécutions sommaires, détentions abusives, pressions en tous genres perpétrées par la UNE. Fin 1944, la famille Soler est brûlée vive dans sa ferme. Le fils en réchappe et parvient à contacter la CNT. Un plénum national est organisé et un ultimatum des plus menaçants est adressé au PCE: «à partir de cette communication, la CNT n'est plus disposée à tolérer ni une brutalité, ni un attentat de plus. Elle rend directement responsable la direction du PCE en la personne de ses dirigeants de ce qui pourrait arriver». La vague d'attentats s'arrête...

Après ce bref aperçu qui ne prétend pas couvrir l'ensemble de la réalité, on peut se faire une idée de la complexité de la période, une complexité accentuée par la situation d'un mouvement libertaire qui se cherche, qui n'est pas remis de sa défaite. Le mouvement est en pleine reconstruction avec tout ce que cela implique de conflits, il n'a pas l'efficacité nécessaire au niveau national, ne serait-ce que pour protéger ses militants. Dans le même temps, les militants qui le composent sont des combattants

aguerris, qui ont des réflexes de lutte, d'organisation clandestine au niveau local et qui sont très précieux pour la résistance.

Si bien que l'on se retrouve devant un paradoxe: le mouvement libertaire est en plein dans la résistance, mais ses préoccupations semblent ailleurs, dans un passé récent qu'il cherche à comprendre. Cela lui coûte cher... mais il n'a pas fini de souffrir. Pire que la lutte, il y a l'exil. Un exil de quarante ans, d'une vie.

Qu'ils étaient dignes ces Espagnols que l'on rencontrait parfois dans la rue (que l'on rencontre encore quand on a de la chance). Souvent raillés, souvent pauvres. Ils n'ont pas haï les Français, ils n'ont pas confondu la trahison de ceux qui dirigent à la bête ignorance du petit qui subit. Ils ne lui ont même pas reproché son ignorance. On a laissé Franco les massacrer, bourgeoisie, poliment, sans trop de vagues. On leur a promis l'Espagne pour qu'ils apprennent aux Français à se battre. On a envoyé des émissaires auprès de Franco. Et quand, ces résistants anarchistes espagnols qui se sont battus pour la France, les Sabaté, les Facérias, les Ramon Capdevilla, plutôt que de se venger sur ceux qui les ont toujours trahis, sont repartis combattre Franco, seuls avec ceux d'Espagne qui maîtrisaient encore leur peur, les gouvernements français de la quatrième et de la cinquième République, les ministres de l'intérieur de ces gouvernements de gauche comme de droite, «résistants» comme Mitterrand, ces gouvernements ont collaboré avec la police franquiste et ont permis qu'ils soient abattus comme des chiens. Honneur aux braves!

¹ Confédération nationale du travail (CNT) qui constitue l'organisation syndicale, la Fédération anarchiste ibérique (FAI) et la Fédération ibérique des jeunesses libertaires (FIJL).

² Solidarité internationale antifasciste (SIA) est une organisation de soutien à la

lutte antifranquiste qui est proche de la CNT espagnole. Après la guerre, des personnalités comme Jean Rostand, Louis Lecoïn et Albert Camus adhèrent à SIA

³ Dans les organisations libertaires espagnoles, le plénum réunit les délégués mandatés par leurs régions respectives et les organes représentatifs de l'organisation (tel le Comité national) dont le mandat et le travail est alors vérifié. Le plénum gère administrativement l'organisation, donne des directives et peut prendre des décisions ponctuelles.

⁴ Déclaration du plénum de Marseille du MLE (déc 1943)

⁵ Une *comarcal* est un regroupement de fédérations locales de la CNT espagnole, que l'on pourrait comparer, par la taille, à une union départementale.

⁶ Sur le réseau Pat O'Leary, voir Henri Michel, *La guerre de l'ombre*, Paris, Grasset, 1970.

⁷ Ce journal de marche est reproduit par Antonio Villanova dans son livre *Los Olvidados*, Paris, Ruedo Iberico, 1969, pp. 371-450.

⁸ Camillo Berneri, anarchiste italien et Andres Nin, leader du Partido obrero de unificación marxista (POUM) furent assassinés à la suite des événements de la centrale téléphonique de Barcelone, en mai 1937, lorsque les communistes lancèrent une offensive contre le POUM et la CNT-FAI.

COMPLÉMENT BIBLIOGRAPHIQUE

J. Borrás, *Políticas de los exilados españoles, 1944-1945*, Paris, Ruedo Ibérico, 1976.

A. Tellez Sola, *Sabaté*, Toulouse, Repère-Siléna, 1990.

Les anarchistes espagnols dans la tourmente (1939-1945), Bulletin du Centre international de recherche sur l'anarchisme, Marseille, 1er trimestre 1989.

F. Montseny, *Seis años de mi vida (1939-1945)*, Barcelone, Ed. Galba, 1978.

D. Wingeate Pike, *Jours de gloire, jours de honte : le parti communiste d'Espagne en France...*, Paris, SEDES, 1984.

Fascismes et religions

Quelques rappels nécessaires

Par Claude Cantini

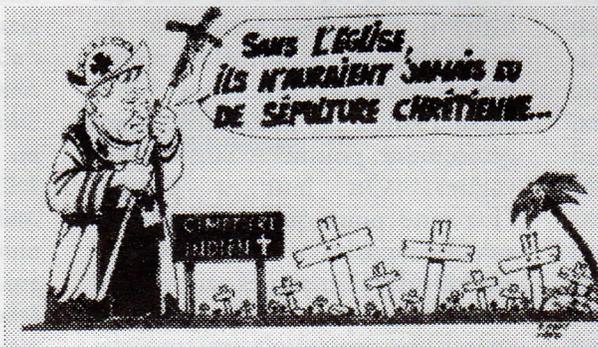
Les églises officielles européennes, et plus particulièrement l'Église catholique, se sont toutes plus ou moins compromises avec les régimes autoritaires de l'entre-deux-guerres. Cet exposé rassemble ce qu'il faut considérer comme des coups de sonde dans l'histoire contemporaine, sans autre prétention que d'apporter un peu de lumière sur des faits soigneusement tenus dans l'ombre.

Pour ce qui est de l'Église catholique (et déjà sous Pie XI), il semble y avoir une explication : «la condamnation du communisme avait été beaucoup plus radicale que celle du nazisme [car il] était perçu comme un moindre mal» écrit Georges Bensoussan¹. Mais procédons dans l'ordre.

Les compromissions commencèrent, géographiquement, avec le *Portugal de Salazar* dont le fasciste français Robert Brasillach glorifiait le régime, en 1939, en parlant de «corporatisme intelligent, mesuré et chrétien»². Gonzague de Reynold «le plus traditionaliste des Suisses catholiques»³ jugeait ainsi la situation politique portugaise de 1937 : «Le régime de Salazar est celui pour lequel j'éprouve le plus de sympathie : c'est le régime qui cherche à dégager la personnalité humaine. C'est le contraire du régime totalitaire. C'est un régime d'autorité, c'est le type de l'État chrétien»⁴. Poursuivons car la liste est longue.

L'*Espagne de Franco*, est née de la «sainte violence» dont parle

Brasillach à propos de la Phalange. En 1938, il déclarait : «Les flammes de la guerre d'Espagne ont achevé de donner à ces images leur coloration religieuse»⁵. Et son beau-frère, Maurice Bardèche parle carrément d'un «christianisme fasciste» comme il intitule l'un de ces articles, paru en juillet



1938, dans l'hebdomadaire parisien «Je suis partout». Rappelons aussi, parmi bien d'autres exemples, la lettre collective du haut clergé espagnol de juillet 1937 — rédigée par le cardinal Goma, archevêque de Tolède, probablement à l'instigation de Franco — envoyée aux évêques du monde entier, dans laquelle les éminents prélats n'ont pas hésité à déclarer théologiquement juste le soulèvement militaire contre la République. Mis à part le clergé basque — auquel la hiérarchie reprochait depuis longtemps «de n'avoir pas écouté la voix de l'Église» — seul deux dignitaires ecclésiastiques n'ont pas signé cette lettre : l'évêque de Victoria (déjà en exil) et l'archevêque de Tarragone qui s'exila en 1939⁶.

Dans la *France de Pétain*, des décisions telles que la création du

Service d'ordre de la légion des combattants (le bras armé, dès 1940, de la répression politique), la promulgation du Statut des Juifs (en octobre 1940) ou la création de la Milice (en décembre 1942) n'ont pas été publiquement critiquées par la hiérarchie catholique de France et de Rome, les seules exceptions furent celles explicites de l'évêque de Montauban (Théas) et de l'archevêque de Toulouse (Salièges) et celle bien plus prudente du cardinal Gelier, archevêque de Lyon. Le silence de l'Église fut largement récompensé par le régime de Vichy. Il s'agit là d'une compromission qui s'est en quelque sorte prolongée jusqu'à la récente «affaire Touvier» en 1988,

affaire qui a permis à Claude Moniquet d'intituler son ouvrage *Un milicien à l'ombre de l'Église*, Paris 1989.

Dans l'*Allemagne de Hitler*, grâce à la politique d'un von Papen, le *Zentrum* (Centre catholique) vota la loi des pleins pouvoirs en mars 1933, ses voix furent déterminantes. Une attitude opportuniste qui va dans le même sens que la lettre pastorale des évêques du 10 juin 1933, dans laquelle on peut lire : «c'est justement parce que, dans l'Église catholique, l'autorité a une place particulièrement importante, que les catholiques n'ont aucune peine à admettre le mouvement d'autorité nouveau dans le nouvel État allemand et à s'y soumettre»⁷. Cela n'empêcha pas Hitler de dissoudre le Centre catholique à la fin du même mois de juin 1933. Pie XI n'en fut guère

troublé, puisqu'un mois plus tard fut signé le concordat entre l'Allemagne désormais nazie et le Vatican. Ce concordat prévoyait, entre autres, la prestation du serment de fidélité au régime par les évêques. Rien d'étonnant donc si, pendant toute la guerre, les silences de Pie XII furent toujours objectivement profitables au régime nazi. Après 1945, le Vatican intervint, avec succès, pour que von Papen ne soit pas condamné à Nuremberg et organisa plusieurs filières d'évasion de criminels nazis.

D'après une récente enquête⁸, 76% des membres de la SS allemande étaient, du moins à l'origine, des catholiques pratiquants.

En ce qui concerne les protestants, il y avait d'une part l'Église confessionnelle minoritaire et opposée à Hitler, et d'autre part, également minoritaires, les Chrétiens allemands, pro-nazi, objectivement soutenu par l'attitude des responsables de l'Église. En janvier 1934, les pasteurs réitérèrent «leur fidélité inconditionnelle envers le troisième Reich et son Führer. Les chefs de l'Église condamnent de la façon la plus vive toutes les machinations de la critique qui s'exerce contre l'État»⁹. De fait, la majorité silencieuse et soi-disant neutre des protestants allemands n'évita pas, au nom d'une prétendue déférence traditionnelle des luthériens à l'égard de l'autorité civile, de lourds compromis avec sa conscience.

En ce qui concerne l'Autriche de Dollfuss, la route vers l'emprise autoritaire (l'austro-fascisme) du

«petit chancelier» a été ouverte par monseigneur Ignaz Seipel, président du parti social-chrétien (en fait catholique-conservateur) et chef du gouvernement à deux reprises, entre 1922 et 1929. Le régime clérical se manifesta



notamment par l'activité anti-ouvrière de la *Heimwehr*, une milice financée par Mussolini.

Justement, dans l'*Italie de Mussolini*, un concordat fut signé, en février 1929, entre le régime fasciste et le Vatican; après quoi Pie XI pouvait à juste titre définir le *Duce* comme

«l'homme envoyé par la Providence».

La *Croatie de Pavelic* a compté vingt-six camps de concentration. Le nombre exact des victimes restera à jamais inconnu; les sources les plus fiables parlent de 820'000 morts : des Serbes orthodoxes, des Croates antifascistes, 40'000 des 41'500 juifs que comptait le pays, 28'000 des 28'500 Tsiganes... Or ce régime sanguinaire, que Xavier de Montclos traite de «totalitarisme catholique» a trouvé auprès du clergé d'obédience romaine un important soutien, au point que le même auteur parle aussi d'«oustachisme clérical» à propos du clergé régulier surtout¹⁰. Le fait que le couvent des novices franciscains croates formés en Italie se soit trouvé, à Sienna, dans le voisinage immédiat du quartier général des *Oustachis* (fascistes croates) a certainement favorisé leur contamination idéologique. Mais l'exemple est aussi venu d'en haut puisque monsei-

gneur Aloïs Stepinac (archevêque de Zagreb qui sera fait cardinal en 1953) a été parfaitement loyal et non critique avec ce régime, jusqu'à sa fin. En mars 1945, il invitait toujours son clergé à le soutenir et il se fit le promoteur d'une lettre pastorale des évêques de Grande Croatie (la Bosnie-Herzégovine avait été annexée) qui prenait la défense d'Ante Pavelic. L'évêque de Sarajevo, monseigneur Ivan Šaritch, crût bon de son côté de composer une ode à la gloire du dictateur croate. Quant au pape Pie XII, il reçut Pavelic en audience privée en mai 1941.

Signalons que du côté musulman, la population de Bosnie-Herzégovine a fourni aux nazis deux divisions de *Waffen-SS*, soit un total de 40'000 volontaires. Ceux-ci furent paternellement bénis, en avril 1943, par Hadj Amin el Husseini, grand mufti de Jérusalem qui avait fuit à Berlin.

La *Slovaquie de Tiso* fut aussi celle d'«un fascisme du bon dieu» (Goebbels *dixit*). Par une loi du 22 octobre 1942, monseigneur Josef Tiso, le président de la république slovaque et chef du parti (unique) de l'unité nationale fut élevé, par le parlement, au rang de «guide» de la nation. Nul ne peut contester le rôle néfaste joué par Tiso en tant que leader d'une partie de la Nouvelle Europe. Il créa la Garde *Hlinka* (la SA slovaque), proclama le *Codex judaicus* qui déboucha sur la déportation de 57'000 juifs entre mars et juin 1942, fit mettre en place des camps de travail à l'intention des opposants politiques, réprima la résistance... Au point de provoquer une réaction du discret Vatican. Dans une note (interne évidemment) de mars 1942, monseigneur Domenico Tardini écrivait : «Les fous sont deux : Tuka¹¹ qui agit et Tiso — prêtre — qui laisse faire. Henri Fabre pose, sur ce point, la question essentielle : «Et ceux qui laissent faire Tiso?»¹². La *Pologne de Pilsudski et ses colonels* (1926-1939) peut être consi-

dérée, sans exagération, comme une dictature à forte connotation cléricale. L'Église catholique obtint, par la Constitution de 1921, des droits à proprement parler exorbitants, renforcés encore après la signature du Concordat avec le Vatican en 1925 (le *Codes Juris Canonici* avait valeur, en Pologne, de loi d'État). Avec ses appels frénétiques à la lutte contre le communisme — logiques en provenance d'une église qui était le plus grand propriétaire foncier et la première puissance financière du pays — la hiérarchie catholique polonaise s'est faite la complice active de la répression nationaliste qui frappait tout ce qui avait une vague allure de gauche : communistes bien sûr, mais aussi anarchistes, socialistes, voire membres du parti paysan et chrétiens-sociaux.

En 1935, avant même l'arrivée au pouvoir des colonels, 7'000 opposants environ étaient emprisonnés et des milliers d'autres internés, par simple mesure administrative, dans le camp de concentration de Bereza Kartuska. Par la suite, la violence antisémite s'intensifia et, là aussi, l'Église catholique fut à l'avant-garde, en faisant par exemple traduire et publier *Le protocole des Sages de Sion* à l'intention des membres du Camp national-radical (NARA) d'extrême-droite. Ceux-ci, il est vrai, prêtaient serment devant la vierge noire de Czestochowa. Les boycott et *numerus clausus* à l'encontre des Juifs et les 3'000 pogroms environ qui suivirent, ne pouvaient donc que satisfaire l'antisémitisme moyenâgeux du clergé catholique polonais¹³ et des fidèles; stimulés par des lettres pastorales comme celle du primat de Pologne, le cardinal August Hlond, en février 1936. Ces sentiments avilissants expliquent peut-être la facilité avec laquelle a pu se réaliser, en Pologne, la «solution finale».

En *Lituanie*, la dictature militaire s'est appuyée politiquement sur l'Union nationaliste qui lui a

fourni deux présidents, dont Antanas Smetona qui s'inspira du modèle mussolinien. Un délégué de l'Union nationaliste lituanienne participa, en décembre 1934, à Montreux, au congrès fasciste dit des «Comités d'action pour l'universalité de Rome».

Cette Union nationaliste permettait au clergé (qui ne s'en priva pas) d'exprimer, en son sein, ses positions politiques; bien plus puisqu'un prêtre, l'abbé Vladas Miromas, sera chef du gouvernement en 1938-1939. Dans ce pays, la communion entre nationalisme et religion fut donc parfaite. Cela explique aussi pourquoi, en 1941, lors des massacres de Juifs auxquels participèrent activement des unités fascistes lituanienes, Vincent Brizgys, l'évêque auxiliaire de Kaunas, interdit à son clergé d'apporter une aide quelconque aux persécutés.

Presque autant qu'en Pologne, la *Hongrie de Horthy* a trouvé dans la puissante Église catholique une alliée fidèle. Les premières mesures officielles de 1938 contre les Juifs furent suivies, en 1943, par les déportations. Pour s'en féliciter, certains hauts dignitaires ecclésiastiques (souvent apparentés à l'aristocratie) célébrèrent, à cette occasion, une messe solennelle «afin de remercier Dieu». Quand l'escalade antisémite parvint à son paroxysme en 1944 (550'000 victimes sur 750'000 personnes appartenant à cette communauté) ce furent les membres du Parti de la volonté nationale, plus connus sous le nom de «Croix fléchées» — tous de bons catholiques... — qui manifestèrent un zèle macabre.

Avec la *Roumanie des Hohenzollern-Sigmaringen et d'Antonescu* nous avons un exemple de compromission qui touche cette fois l'Église orthodoxe. Les lois antisémites roumaines ont provoqué, depuis le début du siècle, de fréquentes protestations internationales, c'est dire si le terrain était propice. Dans les années vingt, sont nés plusieurs

mouvements politiques d'extrême droite violemment antisémites qui eurent la particularité de se vanter d'être aussi chrétiens. C'est le cas du Parti Chrétien national démocratique, de la Ligue de défense nationale-chrétienne, de la Légion de l'Archange Michel. Cette dernière, fondée en 1927 par Corneliu Codreanu¹⁴ a eu son bras armé : la Garde de Fer dont les sympathies pour Mussolini et Hitler n'étaient un secret pour personne. Mais malgré cela elle conserva Saint Michel comme patron, sans que la hiérarchie orthodoxe roumaine ne s'en indigne (la Garde comptait passablement de popes dans ses rangs). En 1939, les trois partis chrétiens-fascistes s'unirent en donnant naissance au Parti national-chrétien. Une année auparavant, à la naissance du monarco-fascisme, le roi Carol II avait commencé sa dictature par la formation d'un gouvernement d'unité nationale dont le premier ministre n'était autre que le patriarche orthodoxe Miron Cristea. Rappelons également que les massacres de Juifs qu'a connus Bucarest en automne 1940, ont été accomplis par la Garde de fer¹⁵ alliée momentanée du *conducator* Ion Antonescu, également bon chrétien. Le régime de Antonescu fut par la suite directement responsable de la mort d'environ 250'000 autres Juifs sur un total de 400'000 disparus (en 1940, la population israélite roumaine comptait 760'000 personnes).

En Union soviétique occupée, et plus particulièrement en Ukraine, nous retrouvons des exemples de compromissions entre extrémisme nationaliste et religion; elles touchèrent surtout les Uniates (catholiques de rite oriental) de l'Ukraine occidentale (l'ancienne Galicie orientale autrichienne, puis polonaise). Ici aussi l'attitude de la hiérarchie ecclésiastique (monseigneur Clement Szepticky, métropolitain de Lvov) a été pour le moins équivoque face aux nationalistes (y compris des prêtres) arrivés de leur

exil européen dans le sillage de la *Wehrmacht*. Leur extrémisme les poussa à collaborer activement avec les nazis, auxquels ils fournirent entre autres une division de *Waffen-SS*. Il faut savoir aussi que les aumôniers du corps expéditionnaire italien en Russie étaient formés dans le collège ukrainien de Rome, ville où par ailleurs le représentant de l'Organisation nationaliste ukrainienne (OUN) était pratiquement accrédité auprès du gouvernement fasciste.

Pour être juste, il faut rappeler que l'abjection, dans cette région, ne concernait pas que des catholiques. Lors du massacre de 35'000 Juifs dans les fosses de Babi-Yar à Kiev, en juin 1942, les habitants (orthodoxes) de la ville applaudirent avec enthousiasme les exploits criminels des SS du colonel Paul Blobel¹⁶.

Après avoir décrit les principales complicités entre églises et fascisme dans la majorité des pays européens jusqu'en 1945, il reste à savoir, cinquante ans plus tard, s'il y a eu ou non repentir, une notion bien religieuse... A ma connaissance, seules trois déclarations publiques, en provenance des milieux d'église ont été enregistrées : celle de l'évêque catholique de Banja Luka (Bosnie-Herzégovine) monseigneur K. Pihler, en décembre 1963; celle de la conférence épiscopale allemande en novembre 1988 et celle l'évêque hongrois en avril 1995. La formulation de cette dernière est un vrai chef-d'œuvre : «[Nous demandons pardon] pour les faiblesses de nos fidèles qui, par peur ou lâcheté, ont permis la déportation et l'assassinat en masse de leurs compatriotes juifs»¹⁷.

Et en Suisse ?

Un certain nombre de pasteurs ont été actifs — surtout à Zürich, Schaffouse et Saint-Gall — dans des mouvements germanophiles pour ne pas dire national-socialistes. Leurs collègues des cantons de Neuchâtel et Vaud ont milité, en nombre, parmi les maurrassiens

«Ordre national» et «Ligue vaudoise», porte-drapeau d'«une pensée politique antidémocrate (...) hostile aux droits de l'homme, xénophobe et antisémite»¹⁸.

Le canton de Vaud a même connu deux procès politiques impliquant des pasteurs. Le premier a été celui de Charles Clot — pasteur à Morrens, membre de la Ligue vaudoise et sympathisant nazi — accusé d'influencer ses catéchumènes en vue d'un enrôlement dans les rangs de l'armée allemande; appuyé sans réserve par l'Église nationale, il sera acquitté en novembre 1943. Il devra cependant quitter son poste, désavoué par une pétition signée par une partie importante de ses paroissiens qui affirmait : «la justice a favorisé un Ministre». Le second procès s'est déroulé en juin 1947, l'accusé s'étant réfugié en Allemagne au moment des faits. Il s'agissait du pasteur Philippe Lugin, membre de la Ligue vaudoise, puis du Front national et de l'Union nationale. L'Église nationale l'avait exclu de ses rangs à cause de... son divorce. Lugin s'était lourdement compromis dans le crime de Payerne d'avril 1942 perpétré contre le marchand de bétail bernois Arthur Bloch, par cinq membres d'une cellule clandestine du «Mouvement national suisse». Il sera condamné à vingt ans de réclusion pour instigation au meurtre.

Du côté catholique les signes ne manquent pas non plus : comme les messes solennelles célébrées en Valais (à Uvrier et à Saint-Léonard) lors des rassemblements de la «Fédération fasciste suisse» en juin 1935 et mai 1936. Sans oublier les accointances des Chrétiens-sociaux (partisans virulents à un moment donné du corporatisme) avec les membres des formations frontistes, en particulier à Genève et à Zürich.

Parmi la vingtaine d'associations et mouvements à caractère religieux extrémiste qui ont vu le jour en Suisse entre 1945 et 1995, il faut

tout particulièrement relever — pour leur influence pernicieuse auprès de la jeunesse — d'une part, la Fraternité Pie X fondée par monseigneur Lefebvre, branche désormais schismatique de l'Église catholique, qui compte environ 5'000 fidèles, 39 «églises», un séminaire et trois écoles à Martigny, Salvan et Onex; d'autre part, l'Opus Dei — qui a tant soutenu le régime franquiste en Espagne — et qui compte en Suisse environ 300 membres, des instituts «culturels» à Zürich, Genève, Fribourg et Lausanne ainsi que deux résidences universitaires à Carouge et Genève... dit-on aux étudiants que certains auteurs traitent l'Opus Dei de «sainte mafia» ?

¹ *Histoire de la Shoah*, Paris, 1996, p. 91.

² Anne Brassié, *Robert Brasillach*, Paris, 1987, p. 158.

³ Pierre-Marie Dioudonnat, *Je suis partout 1930-1944. Les maurrassiens devant la tentation fasciste*, Paris, 1973, p. 150.

⁴ Ibid.

⁵ Anne Brassié, op. cit., p. 158 et p. 162.

⁶ Hugh Thomas, *La guerre d'Espagne*, Paris, 1961, p. 455

⁷ Pierre Gaxotte, *Histoire de l'Allemagne*, tome II, Paris 1963, p. 490.

⁸ Edouard Chambost, *L'or du Reich*, Pully, 1995, p. 316.

⁹ Pierre Gaxotte, op. cit., pp. 491-492.

¹⁰ Montclos, Xavier de, *Les chrétiens face au nazisme et au stalinisme*, Bruxelles, 1991, p. 151 et p. 168.

¹¹ Premier ministre slovaque, Vojtech Tuka était catholique pratiquant.

¹² Fabre, Henri, *L'Église catholique face au fascisme et au nazisme. Les outrages à la vérité*, Bruxelles, 1994, p. 332.

¹³ 46 prêtres étaient membres de la Diète polonaise.

¹⁴ Le bras droit de Codreanu, Ion Motza, traducteur des *Protocoles* était fils de pape.

¹⁵ Au sujet de ces journées sanglantes, voici ce qu'a écrit l'insoupçonnable Virgil Gheorghiu (lui même pape) :

«Les camions avec les morts partirent vers l'abattoir communal... De la ville... d'autres camions chargés d'hommes vivants croisaient les camions des morts. Cela dura toute la nuit. Des camions pleins de vivants arrivaient dans le bois. Et des camions de morts repartaient vers l'abattoir. On les déchargeait dans la cour cimentée les uns sur les autres... On souleva les cadavres et on les suspendit aux crochets. Mais il y avait plus de cadavres que de crocs. On tua seulement quelques centaines de bêtes et maintenant il y avait quelques milliers de Juifs» *La seconde chance*, Paris, 1952, pp. 94-95.

¹⁶ En Ukraine «les indigènes reçurent leurs conquérants avec hospitalité... Des prêtres orthodoxes se déclarèrent les sujets de l'envahisseur» William Manchester, *Les armes des Krupp 1587-1968*, Paris, 1970, p. 371.

¹⁷ *Le Droit de vivre*, Paris, janvier-mars 1996, p. 32.

¹⁸ Alain Clavien, *Messieurs de la Ligue vaudoise si nous évoquions votre histoire...* in *Le Nouveau Quotidien*, 7 novembre 1996, p. 16.



Nous avons un nouveau monde dans nos cœurs...

Disait Durruti

A «nos jeunes» libertaires...

Nous les «vieux parias» octogénaires,
qui avons tant «professé» la «théorie»,
d'un nouveau monde de «paix et d'harmonie»,
dans un «ordre social» humanitaire...

Nous, qui avons tant «rêvé» d'«anarchie»,
ne connaissons pas ce monde légendaire;
Mais vous savez capables de le faire...
Vous les générations qui nous ont suivis;

- Oui ! Vous le bâtirez, ce monde «d'Utopie»;
Un monde neuf, fraternel et solidaire,
dans un système d'éthique «libertaire»;
Et émancipé de toute hégémonie;...

Un monde «libéré» de «l'arbitraire»;
Affranchi de «l'État», et de sa «tyrannie»;
Un monde exempt de «classes» et «hiérarchies»;
Dans un concept d'équité «égalitaire»...

Un monde sans «contraintes» ni «interdits»;
Sans «édits» ni «lois» «réglementaires»;
Où l'homme soit de tout autre homme «le frère»;
Sans «gouverneur» ni «gouvernés» soumis...

Un monde enfin, sans «armée» ni «mercenaires»,
car dépourvu d'adversaires «ennemis»...
Et où «Religions» et «Castes» soient bannies,
avec «l'Argent» «profit» et le «salaire»...

- Oui ! Vous construirez ce monde «prophétie»,
ou «justice et «raison» seront meilleurs «repères»,
que les «carcans» de ces «dogmes» primaires,
qui «régissent» les «présentes» oligarchies...

- Oui ! Vous bâtirez un monde «libertaire»;
Car vous aussi rêvez de «l'Anarchie»;
Et vous êtes nos «testamentaires»...

Juan Ceron Gonzalez

Ricardo Flores Magón

Emiliano Zapata

La communauté indienne comme base d'une société future

Par Hélène

Alors que le Mexique est agité par la révolte des indiens du Chiapas qui se sont unis sous la banderole de l'EZLN (Ejército Zapatista de Liberación Nacional), on parle beaucoup de zapatisme sans savoir réellement ce qu'il en est. Par conséquent il nous semble intéressant de revenir sur les origines mêmes de l'idéologie zapatiste, d'en comprendre les nuances et les fondements. On verra que le rôle d'Emiliano Zapata dans la révolution mexicaine doit beaucoup à Ricardo Flores Magón, militant anarchiste du Parti Libéral Mexicain, qui a accordé une importance majeure au système de fonctionnement des communautés indigènes et à leur apport dans son élaboration de projet de société communiste libertaire.

L'insurrection du Chiapas peut être considérée comme une réponse à 70 années d'une dictature qui trouve sa justification dans l'institutionnalisation de la sacrosainte révolution de 1910.

Afin de calmer les ardeurs d'éventuels opposants au pouvoir établi par la force, en 1917, par le général Carranza, l'état mexicain a fait de cette première révolution de l'ère moderne une institution légale, à laquelle il n'est pas permis de toucher. Par conséquent, on assiste au Mexique à une récupération du mythe révolutionnaire qui sert à authentifier un pouvoir établi par la répression et immuable depuis des décennies.

Cette récupération de la révolution s'applique également à ses acteurs, et en particulier à Ricardo Flores

Magón. En effet, dans les années 40 ses cendres ont été déplacées à la «Rotonda» des hommes célèbres de Mexico. Élevé au rang de mythe révolutionnaire et inscrit dans la patrimoine officiel de la révolution, Flores Magón devient la propriété de l'appareil étatique qu'il a pourtant combattu avec acharnement tout au long de sa vie. Il s'agit là d'une manœuvre très pernicieuse du gouvernement mexicain. On voit que d'un processus révolutionnaire, on passe à un processus contre-révolutionnaire, où les dirigeants décident seuls du sort du peuple.

L'état proclame que les mexicains ont combattu dans la révolution pour défendre leurs libertés et que maintenant, ils n'ont pas à se plaindre. Ils sont donc prisonniers de ce système révolutionnaire. Toute tentative visant à destituer la dictature équivaudrait à une trahison de la cause révolutionnaire.

Lorsque l'on étudie de plus près le cas de Ricardo Flores Magón, on s'aperçoit qu'il ne peut en aucun cas être inclus dans ce système "révolutionnaire" décrit par l'histoire officielle, car d'une certaine manière, il a tenté de faire sa révolution, en se fondant sur des idées radicalement anti-étatiques qui trouvent leur origine dans la structure même des communautés indigènes, dans lesquelles il a été élevé. Flores Magón a vécu à une époque où la tradition communautaire indienne se trouve perturbée par l'entrée du pays dans l'ère capitaliste. Il naît en 1873, à San Antonio Eloxchitlán, dans l'état d'Oaxaca, d'un père ex-militaire d'origine

indienne et d'une mère métisse. Il s'agit d'une zone de parler nahuatl et mazateca où vivent de nombreuses communautés indigènes. De la période pré-coloniale, seul subsiste le calpulli, soit la propriété communale des villages qui appartient aux indiens et qui s'organise autour de l'aide mutuelle. Mais cette structure se heurte alors à la violente pénétration du capitalisme dans la société mexicaine. En effet, loin d'être une dictature de type colonial, le porfirisme, qui domine le Mexique de 1876 à 1910, choisit la voie de l'économie capitaliste en s'alignant sur son voisin américain et créant par là-même de profondes mutations



Ricardo Flores Magón

dans la société. Dans un pays fondamentalement rural, Porfirio Díaz impose un développement de type capitaliste dans l'industrie, en favorisant l'apport de capitaux étrangers (38% américains, 29% anglais, 27% français) et dans l'agriculture, ce qui provoque une prolétarianisation des campagnes. Par conséquent, on assiste à un phénomène de rupture dans la société, qui entraîne une série de déséquilibres dans le monde rural, où le développement est inégal selon les régions et les classes sociales. Seules les grandes familles et la bourgeoisie naissante tirent profit de ce bouleversement, car les plus pauvres s'enfoncent dans la misère

et ne parviennent plus à survivre. Dans ces conditions, les communautés indigènes vont être la cible du dictateur, car leur structure leur permet de s'auto-suffire.

Voyons plutôt sur quel type d'organisation reposent ces communautés. Il faut souligner qu'elles fonctionnent de façon autonome, tout en étant incluses dans le système mexicain, qui les opprime et usurpe leurs terres. Elles parviennent cependant à s'organiser en s'appuyant sur un principe fondamental : l'aide mutuelle. Le «pouvoir» communal dépend de



Emiliano Zapata

l'Assemblée communautaire et du système de charges. Les décisions se prennent en assemblées et les problèmes relatifs à la communauté y sont discutés. Tous doivent travailler afin d'assurer le fonctionnement matériel de la communauté. Au niveau des familles, le travail communal se fonde sur l'aide mutuelle, organisée à partir des

liens de parentés, pour l'agriculture, la construction de maisons...

Ricardo Flores Magón voit dans ces structures l'essence même de l'anarcho-communisme : le fonctionnement en assemblées, les travaux communaux et la jouissance de la terre en commun ne sont donc pas une utopie, car les indiens pratiquent le communisme et l'ont toujours pratiqué. Cette référence à la communauté indigène constitue un moyen de tendre vers une autre forme de société. Flores Magón établit des points communs entre les deux structures. L'un d'eux est la critique du droit de propriété : «le droit de propriété est absurde, car il a son origine dans le crime, la fraude, l'abus de pouvoir. Au début, il n'existait pas de propriété individuelle. Les terres étaient travaillées en commun, les bois donnaient des bûches pour tous les foyers, les récoltes se partageaient entre les membres de la communauté selon leurs besoins.» Il décrit le système communautaire en insistant sur la propriété commune de la terre et le libre accès aux ressources naturelles : «tous avaient droit à la terre, à l'eau pour l'arrosage, aux forêts pour le bois, et aux rondins pour construire les maisons.» Puis il parle du travail en commun : «Chaque famille travaillait la partie de terrain qu'elle jugeait suffisante, et le travail de récolte se faisait en commun, réunissant toute la communauté...»

On a reproché à Flores Magón d'idéaliser les communautés indiennes et d'en avoir une vision utopique. Il nous semble au contraire qu'il s'agit là d'un fait bien réel, puisque ce type d'organisation concernait quatre millions d'indiens à l'époque de Flores Magón et qu'il subsiste encore aujourd'hui.

Ces communautés participent d'un véritable effort collectif d'exister et de résister à l'extermination entreprise par les porfiristes. L'aide mutuelle fonctionne alors comme moyen de

résistance face à l'agression du monde capitaliste. Flores Magón, dans ses écrits, tire de la structure de la communauté indigène ce qui peut être utile à la constitution d'une société de type communiste libertaire. Pour lui, la résistance indienne constitue un moyen efficace de perpétuer les traditions d'entraide et de favoriser l'émancipation des indigènes. Cette résistance, comme la révolution, est un passage obligé dans le combat pour le communisme libertaire. Par conséquent, on peut parler du caractère «inné» de l'anarcho-communisme chez les indiens.

Pendant toute son existence, Flores Magón s'est employé à démontrer qu'il était possible de vivre différemment, dans ses articles dans *Regeneración*, «journal de combat» selon ses propres mots, fondé en 1900, destiné à lutter contre la dictature porfiriste et à ouvrir la voie vers une alternative de société communiste libertaire. C'est pour cette raison qu'il décide, à l'instar des «clubs» libéraux qui apparaissent au début du siècle, de créer avec son frère Enrique et avec des militants courageux tels que Práxedes G. Guerrero, Librado Rivera, le parti libéral mexicain, premier organe d'opposition à la dictature. Jusqu'en 1906, le PLM reste un parti anti-dictatorial et ne prend pas clairement parti pour l'anarchisme, pour des raisons tactiques et afin de ne pas voir leur tentative tuée dans l'œuf par la répression porfiriste, même si Flores Magón et ses proches œuvrent dans l'ombre au développement des idéaux libertaires. C'est en 1908 que survient la rupture avec l'aile réformiste dominée par Camilo Arriaga. Le PLM affiche désormais sa référence anarchiste, qui est transparente dans le manifeste de 1911 : «(...) il ne faut pas se limiter à prendre seulement possession de la terre et du matériel agricole, il faut aussi prendre résolument possession de toutes les industries et les remettre à ceux qui y travaillent...» Après

s'être emparés de l'appareil de production, Flores Magón suggère que «les habitants de chaque région se mettent d'accord pour que les biens se trouvant dans les magasins, les greniers... soient placés dans un lieu d'accès facile où tous les hommes et les femmes de bonne volonté feront un minutieux inventaire de tout ce que l'on aura récupéré», pour passer ensuite au travail en commun de la terre. Les solutions proposées par le manifeste peuvent prendre effet pendant la révolution et on pourra juger de leur efficacité une fois la société communiste libertaire mise en place.

Malgré la répression acharnée qui s'est abattue sur Flores Magón et les militants du PLM, ces derniers ont tenté de mettre en pratique leurs idéaux. Après des soulèvements frontaliers (les membres du PLM se trouvaient souvent des deux côtés de la frontière mexicano-américaine) de 1910-1911, on assiste à l'expérience majeure des «magonistes» en Basse Californie. Il s'agit d'une tentative peu relatée dans les livres d'histoire officiels, car elle contient de nombreux éléments obscurs mettant en cause les gouvernements américain et mexicain qui avaient unis leurs forces dans la répression.

La Basse Californie est un état isolé du nord-est du Mexique qui appartient en grande partie à des grands propriétaires terriens et à des compagnies américaines (The Colorado River Land possède la moitié du territoire). A l'époque, il y avait très peu de militaires et il semblait possible d'occuper l'état afin d'y constituer une base d'action pour étendre la lutte à tout le Mexique, ainsi que de pratiquer un système économique d'autogestion. Cependant, la tentative insurrectionnelle du PLM se voit contrée par une campagne de discrédit lancée par le gouvernement

mexicain et appuyée par les États-Unis. En effet, Porfirio Díaz va accuser Flores Magón de vouloir vendre la Basse Californie aux américains, commettant par là même un acte anti-patriotique. Il faudra attendre 1962 et le Second Congrès d'Histoire mexicaine pour que soit débattu le cas Ricardo Flores Magón et que les accusations proférées par le gouvernement mexicain de l'époque soient démenties.

La tentative de la Basse Californie sera le dernier soulèvement des magonistes. Ensuite, ils seront



contraints à fuir sans arrêt la police qui réussit à les emprisonner d'une année sur l'autre. Cependant, il faut souligner que jamais Flores Magón n'abandonnera le combat et qu'il restera fidèle à ses idéaux libertaires jusqu'à sa mort, survenue brutalement dans le pénitencier de Leavenworth, où il est assassiné en 1922.

Même si l'alternative de société communiste libertaire de Flores Magón ne s'est pas concrétisée, on peut dire que d'une certaine manière, elle a trouvé son expression dans l'expérience tentée par Emiliano Zapata à Morelos entre 1914 et 1916. Comme le souligne Lowell Blaisdell, «Zapata ne s'est jamais considéré anarchiste, mais il a popularisé le plan économique de Flores Magón et a lutté pour

l'imposer.» De même, le frère de Flores Magón, Enrique, affirme que «le seul groupe proche du nôtre est celui de Zapata». Zapata lisait *Regeneración* et avait adopté le fameux slogan «Tierra y Libertad» qui terminait les articles de Flores Magón. Nous allons voir que même si on ne peut pas considérer Zapata comme un anarchiste au niveau idéologique (il ne refuse pas le principe de l'État), il apparaît clairement que ses réalisations concrètes sont profondément marquées par la pensée anarchiste.

Les paysans de l'état de Morelos qui s'organisent à l'instigation de Zapata cherchent avant tout à retrouver leur ancienne propriété communale pour ensuite pratiquer le collectivisme sur les bases de l'aide mutuelle, qui constituaient un équilibre économique et social dans le modèle de société pré-hispanique décrit par Flores Magón. De la même façon que les paysans cantonalistes andalous se révoltèrent en 1873 et luttèrent pour une forme de société anarcho-communiste, les zapatistes de Morelos espèrent une ère

nouvelle, qui prend des airs d'attente messianiques. Il nous semble important de souligner ici qu'il ne faut pas se méprendre sur le caractère religieux des paysans zapatistes. En effet, le rôle de la religion n'agit qu'au niveau symbolique dans leur comportement, et ils ne défendent pas l'institution cléricale. L'amalgame classique qui consiste à opposer les anarchistes urbains et les paysans religieux est ici dépassé. Plus qu'un cléricisme aveugle, il s'agit d'une base éthique que les paysans veulent donner à leur lutte. Et cela, Zapata l'a bien compris. C'est pourquoi il combat l'institution religieuse qui a usurpé les terres aux paysans indiens, car il sait que les lois de Réforme promulguées par le président

Juárez en 1859 et visant à l'expropriation des biens du clergé n'ont jamais été appliquées.

Par conséquent, Zapata proclame le plan d'Ayala en 1911, dans lequel on retrouve des similitudes avec Flores Magón, même s'il est encore très modéré. Il effectue quelques ajouts en 1914 : expropriation des grands domaines, prise de la terre pour un retour à la vie communautaire et ancestrale. Son discours se radicalise, et il dit du paysan qui a pris les armes qu'il «s'est révolté non pour conquérir d'illusoire droits politiques qui ne donnent pas à manger, mais pour gagner le bout de terre qui lui permettra de lui donner nourriture et liberté, un foyer heureux, et un futur indépendant...»

Zapata veut avant tout une révolution sociale et souhaite une organisation de la société à partir de la base. Dans les villages, les décisions se prennent en assemblées et respectent la pratique de la démocratie directe, niant par là même la référence à l'État ou à toute autre forme d'autorité. Le processus de révolution implique l'existence d'une armée, mais celle-ci se compose de paysans volontaires, qui ne portent pas d'uniformes et n'appartiennent à aucune hiérarchie.

Une commission agraire est créée afin que les villages collaborent entre eux. On répartit alors la terre et on effectue des expropriations, avec l'aide des élèves agronomes de Mexico, qui leur apportent une aide technique. La région de Morelos, qui est spécialisée dans la canne à sucre, remet les usines en marche, mais elles sont cette fois la propriété de tous et plus des entre-

prises privées. En 1918, se réunit à Mexico une convention zapatiste qui élabore un programme de réformes politiques et sociales. Celui-ci se transforme ensuite en loi : il ratifie le droit à la possession en commun des terres et le rend inaliénable, ordonne l'expropriation de terres pour cause d'utilité publique et propose l'organisation collective des producteurs. Les idéaux de Zapata se résument ainsi :

«(...) encourager les nouvelles industries, des grands centres de production, des usines, appeler à la libre exploitation de la terre et des richesses naturelles...» Les transformations sont effectives à Morelos, et la loi ne change rien aux pratiques communautaires qui continuent naturellement à fonctionner sur des principes d'aide mutuelle, d'autogestion des villages, d'assemblées de démocratie directe... Même si les lois et les programmes sont teintés de réformisme, c'est l'action directe et le principe de lutte qui domine chez Zapata.

L'anti-autoritarisme et l'auto-organisation démontrés par les

paysans zapatistes leur permettent de résister pendant un temps aux troupes carrancistes. Une fois encore, les capacités de fonctionnement autonome des communautés indigènes agissent comme un mécanisme de défense face à l'agression extérieure.

Par conséquent, on peut affirmer que s'il existe tant de similitudes entre les idéaux de Flores Magón et les pratiques de Zapata, c'est parce qu'ils se réfèrent tous deux au modèle des communautés indiennes pour organiser la société. Le gouvernement mexicain qui suit l'exemple du capitalisme considère ceci comme un retour au passé et à ses formes les plus obscures, qui nient le progrès économique. Mais à quoi sert le progrès s'il n'est destiné qu'à une faible partie du peuple mexicain? La juste répartition du travail et des richesses peut se faire en s'inspirant de ce passé communautaire. Il s'agit d'extraire du passé ce qu'il y a d'essentiel pour organiser la société selon des bases différentes, pour se construire son propre monde et sa propre identité. Et dans ce cas, pas une identité extérieure imposée par les oppresseurs depuis la Conquête, mais une identité qu'ils construisent eux-mêmes et qu'ils ont choisie pour être libre.



A paraître :
Cahier de l'anarcho-syndicalisme sur Ricardo Flores Magón.

Pour tout contact, CNT-AIT, BP 2010, 14089 Caen cedex 6 (France)

Un de nos lecteurs n'a guère apprécié le commentaire que nous avons fait des *Remarques sur la paralysie de décembre 1995*, Ed. de l'Encyclopédie des nuisances, Paris 1996. Suite à son courrier ci-dessous, un échange épistolaire s'est engagé entre ce correspondant et l'auteur de l'article controversé. Nous y reviendrons peut-être dans un prochain *Affranchi*.

Il est indubitable que les *Remarques sur la paralysie de décembre* dont vous faites une critique dans le numéro 13 du périodique *L'Affranchi* présentent une vision pessimiste, mais non réductrice, des événements qui ont marqué le mois de décembre de l'année dernière. L'analyse et les constats qui sont faits dans cette brochure révèlent les réalités d'une révolte qui n'en sont pas moins pour autant à l'image de ce monde; l'ampleur de cette agitation et les satisfactions qu'éprouvent certains d'avoir observé çà et là des pratiques dépassant le consensus dans lequel immergeait le pays depuis des années ne peuvent subvertir ces réalités.

L'ouverture des pages et des cours de l'université à tous

comme les basculements des tarifs EDF (Cf. l'article *Que reste-t-il des mouvements de décembre 95 dans le n°13 de L'Affranchi*) sont de piètres consolations pour qui constate non seulement l'absence de but, si ce n'est le retrait d'un plan, aujourd'hui, en majeure partie appliqué; mais aussi le peu qu'il a laissé dans les esprits. On peut regretter encore que les réappropriations des moyens de production que vous saluez (*ibid*) n'aient pas été suivis de leur remise en question. «A-t-on jamais entendu, dans ces moments-là, des infirmières s'en prendre à la médecine scientifique, ou des marins pêcheurs dénoncer le saccage dont ils sont à la fois les agents et les victimes ? Ou des employés du transport aérien critiquer les flux de l'économie mondialisée qui encombre le ciel de ses gestionnaires pressés et de son tourisme de masse ? Et une fois encore, durant ces grèves de décembre, a-t-on beaucoup entendu parler de l'émotion particulière ressentie en passant à trois



cents kilomètres à l'heure devant une centrale nucléaire ?» (*Remarques...*)

Une année vient de passer depuis ces grèves et les conclusions auxquelles parviennent les *Remarques...* paraissent d'autant plus pertinentes que la situation actuelle les entérine. Alors que certains prévoient pour la rentrée une explosion sociale, seulement trois pour cent des industriels craignent une grève dans leur propre entreprise (selon un sondage *La Sofres-L'usine Nouvelle*). Le paradoxe et le repli sur soi dans lesquels nous baignons sont les signes avant-coureurs d'une société schizophrénique au bord de l'implosion. «Les gens ont peur, ils n'ont aucune envie de se mettre en avant» observe un directeur des ressources humaines qui, avec surprise, ne constate aucun mouvement de grève à l'annonce récente de prochaines restructurations dans l'entreprise pour laquelle il travaille et qui, en 1995, a essuyé le feu d'un long conflit social. Cet

exemple est très significatif de notre époque. L'individualisme n'est pas une alternative mais une réalité que les manifestants de décembre 1995, par le slogan — *tous ensemble* — essayaient de conjurer.

Par l'extrait choisi et restreint jusqu'au non-sens, vos propos ne retranscrivent évidemment pas l'idée générale de la conclusion de cette brochure. Il est fort probable que cela vous importât peu; seul vous intéresse, *in fine*, de rendre gloire à l'anarcho-syndicalisme.

Henri M.

INCENDIE CRIMINEL A LYON

APPEL DE LA FEDERATION ANARCHISTE

LA Plume Noire, la librairie de la Fédération anarchiste à Lyon a été victime d'un incendie criminel dans la nuit du 15 au 16 février 1997. La veille au soir, des autocollants d'extrême droite avaient été collés sur les vitrines de la librairie. Aussi, il ne fait guère de doute que les coupables sont à rechercher du côté des groupes fascistes.

Le local de la librairie a été complètement détruit: tous les livres ont été détruits. Le reste des locaux (lieux de réunion des groupes, bibliothèque, etc.) semble moins touché.

Nous ne savons pas à l'heure actuelle si la librairie pourra continuer à exister après cet acte infâme. Mais, en réponse à cette stratégie fasciste bien connue, nous nous devons de faire le maximum pour que la Plume Noire puisse ouvrir de nouveau. Aussi, dès à présent, nous lançons un appel au soutien international. Toute souscription peut être versée sur le compte BNP au nom de «l'Association La Plume Noire», code agence 630, n° de compte 01-045-45-8.

Pour tout contact direct sur Lyon, on peut joindre le n° de fax suivant: 04 72 76 27 06 (depuis la Suisse 0033 4 72 76 27 06).

LUTTE DES INDIENS MAPUCHE

Les indiens Mapuche de la Patagonie argentine sont en lutte pour récupérer leurs terres. Ils occupent des pâturages qui leurs ont été confisqués par un organisme d'État. Celui-ci se charge de les revendre à des entreprises de tourisme d'aventure. Marco Camenisch qui nous transmet cette information, nous signale qu'un terrain sacré des indiens, dans lequel se trouve un cimetière et un lieu de cérémonie, a été acquis par un entrepreneur italien domicilié en Suisse. De ce fait, il serait important d'entreprendre une campagne d'information et de solidarité dans notre pays. Les personnes intéressées peuvent prendre contact avec nous.



BULLETIN D'ABONNEMENT

5 NUMÉROS
SOUTIEN

20 FRS (80 FF)

30 FRS OU PLUS

NOM:.....PRÉNOM:.....

ADRESSE:.....

NP:.....LOCALITÉ:.....PAYS:.....

Retourner à: Association Réflexions Sociales Case postale 172 - CH-1000
Lausanne 6 Ouchy t.éc. 10-5082-6

DANS CE
NUMÉRO:

CONGRÈS DE L'AIT

NOUVELLES DE RUSSIE

MOUVANCE LIBERTAIRE
AU QUÉBEC

ÉCOLE PRIMAIRE AU
QUÉBEC

LES ANARCHISTES
ESPAGNOLS ET LA
RÉSISTANCE

FASCISMES ET RELIGIONS

RICARDO FLORES MAGON
ET EMILIANO ZAPATA